

MADAGASCAR

Revue de Presse février 2009

LA CRISE POLITIQUE

En raison des circonstances, le déroulement chronologique a été exceptionnellement privilégié.

Retour sur la « grève générale » du samedi 31 janvier et l'auto proclamation d'Andry Rajoelina « chargé de la gestion de Madagascar »

Samedi 31 janvier, Andry Rajoelina, a, selon les observateurs, franchi la ligne rouge en se déclarant en charge de la gestion du pays. Une annonce que d'aucuns ont qualifié de « *coup d'Etat verbal* ». En ayant refusé, apparemment, de négocier avec le président (qui "est toujours le Président" selon son communiqué du 31 janvier), les Tgvistes se sont retrouvés otages d'un jusqu'au boutisme qui ne fait pas l'unanimité. La population, dans son ensemble, n'a pas semblé approuver la démarche. Elle était déjà moins nombreuse que lors des premières manifestations. Les diplomaties étrangères ne peuvent pas cautionner ses déclarations, qui vont à l'encontre de la démocratie et de la légalité qu'il avait prônées jusqu'ici. Dans sa stratégie, son seul espoir résidait dans la destitution constitutionnelle du président par les deux assemblées, mais même s'il a le soutien de parlementaires, Marc Ravalomanana a déjà saisi du dossier sa ministre de la Justice et sa communication s'est faite plus ferme. Le chef de l'Etat a endossé l'habit de victime et Andry Tgv celui d'assaillant. Marc Ravalomanana veut gagner du temps en espérant l'essoufflement du mouvement et l'appui de la communauté internationale qui ne peut que prôner le respect de la Constitution.



Le maire, dans son discours, a relevé pas moins de 25 violations de la Constitution imputables au pouvoir : atteinte aux libertés fondamentales d'expression et d'opinion, acquisition frauduleuse de l'avion *Force One II*, non respect de l'impératif de lutte contre la corruption (en négociant avec le Pdg de Daewoo), discrimination fondée sur la croyance religieuse (fermeture de l'Eglise protestante dissidente Fpvm), violation des textes en vigueur pour le mandat d'arrêt à l'encontre de Roland Ratsiraka et du Général Rasoloso Dolin, non respect de la séparation des pouvoirs (envoi des membres de la HCC en Afrique du Sud pour y suivre des formations sur le code électoral et sur la commission électorale indépendante, appel illégal à des forces étrangères (démontage de l'émetteur de radio Viva et défense la station Mbs). En cause, enfin, la violation de l'inaliénabilité du territoire national par la vente des îles Mitsio et Nosy Iranja à la société *Assist Development*.

La procédure de destitution a peu de chances d'aboutir : en effet, les textes précisent que le président de la République « *ne peut être mis en accusation que par les deux Assemblées parlementaires statuant par un vote séparé, au scrutin public et à la majorité des deux tiers des membres composant chaque assemblée* ». Dans cette hypothèse, « *Il est justiciable de la Haute Cour de Justice et peut encourir la déchéance. Si la déchéance est prononcée, la Haute Cour Constitutionnelle constate la vacance de la présidence de la République* »

Or on imagine mal les députés et sénateurs Tim – ultra majoritaires dans les deux Chambres– voter la mise en accusation du président fondateur du parti. Les voix des quelques députés indépendants présents sur la Place du 13-Mai ne pèseront pas lourd dans la balance. Au Sénat, on ne peut même pas parler de rapport des forces puisque les 33 sénateurs sont composés de 22 élus Tim et de 11 membres nommés par le président de la République. Par ailleurs, la HCJ n'est pas encore mise en place. Celle-là même qui avait déclaré à l'époque l'empêchement du président Zafy. Si Andry Tgv n'a pas choisi la procédure d'empêchement, c'est sans doute dans le but de disqualifier Marc Ravalomanana en cas d'élection présidentielle anticipée consécutive à sa déchéance. L'homme ayant effectivement les ressources – au propre comme au figuré – pour rebondir.

La rencontre d'Andry Rajoelina avec des cadres des forces armées a soulevé des interrogations : dans l'après-midi du 31, des généraux et des officiers de la gendarmerie, de la police et de l'armée se sont réunis au domicile d'Andry Rajoelina. Rien n'a filtré sur cette rencontre. Les forces armées ont donné l'impression d'être divisées et hésitantes sur la conduite à tenir. Une partie des généraux accepterait difficilement le peu de considérations du chef de l'Etat à leur égard, dont les faveurs vont manifestement à la police. L'issue de la crise semblait donc reposer à ce stade du conflit en grande partie sur l'attitude de l'armée.

Les responsables de l'Etat-major mixte opérationnel national ont fait savoir que les forces de l'ordre vont prendre leurs responsabilités. Et cela dans la légalité pour assurer la sécurité et l'ordre public. Le général Pily Gilbain, nouveau commandant de la gendarmerie nationale, a invité tous les fonctionnaires à rejoindre sans crainte leur lieu de travail et la population à reprendre une vie normale. Il a affirmé que toutes les dispositions avaient été prises pour empêcher tout débordement.

Tvm a repris ses émissions après le saccage de son siège mais la station est plus que jamais dévouée au gouvernement : elle se consacre exclusivement à rapporter les visites présidentielles qui se sont déroulées à un rythme soutenu à travers les provinces pour constater les dégâts et rassurer la population. Le site d'opposition « *Assidu* » a affirmé que ces visites avaient aussi pour objet de « *visiter* » différents sites de la Banque centrale. L'opinion publique était prompte à interpréter ces visites comme révélatrices d'actes inavouables de détournements de fonds par un président aux abois.

Le Ffkm a organisé un culte pour « le retour de la paix et la sérénité » : il a déclaré vouloir poursuivre son rôle de médiateur. Jacques Sylla, président du Sénat et quelques ministres du gouvernement, ainsi que des représentants du camp de M. Rajoelina, ont participé à ce culte.

L'UA, qui tenait son 12^{ème} Sommet à Addis-Abeba, a fait planer la menace de sanctions : Madagascar pourrait ne pas héberger le Sommet prévu en juillet. Mais pour nombre d'observateurs, l'UA est mal placée pour donner des leçons de démocratie, tout comme la communauté internationale qui a fermé les yeux sur les dérives du pouvoir. Pour *La Vérité*, il a fallu plusieurs dizaines de morts et de destructions de biens un peu partout dans l'île pour que la communauté internationale sorte enfin de son silence face à une situation dans laquelle le pays s'était enfoncé depuis déjà de longs mois. Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, Marc Ravalomanana s'est abstenu de participer à un Sommet de l'UA, déléguant son Premier ministre.

Les forces françaises de l'océan Indien auraient été mises en état d'alerte : les unités présentes à La Réunion, pourraient, si la situation dégénérerait, être amenées à se déployer pour assurer des évacuations de ressortissants.

Les expatriés de la société Sheritt d'Ambatovy se sont vus proposer une évacuation vers Maurice.

2 février : le mouvement de contestation s'étiole, les propos sont plus mesurés mais le dépôt d'une requête en destitution du président de la République est effectif

Le quatrième rassemblement des partisans du maire, semblait marquer un reflux du mouvement de contestation, mais la situation demeurait imprévisible. Les ministères ainsi que plusieurs écoles publiques ont rouvert leurs portes dans la capitale, deux jours après l'appel du maire demandant aux fonctionnaires de ne pas se rendre au travail. L'un des syndicalistes en charge de mobiliser les fonctionnaires dans l'équipe d'Andry Rajoelina a évoqué des actes d'intimidation de la part des forces de l'ordre présentes dans les ministères pour dissuader les grévistes. L'affluence était en baisse Place du 13-Mai.

Le maire a annoncé le dépôt effectif, par son adjoint Ny Hasina Andriamanjato, d'une procédure de destitution du président de la République devant la HCC. Andry Rajoelina a également annoncé son intention d'engager des procédures similaires devant le Sénat et l'Assemblée nationale. Se montrant plus respectueux de l'ordre constitutionnel que lors de la manifestation du 31 janvier, il s'est contenté d'appeler le chef de l'Etat à la démission. « *Je vous supplie d'abandonner le pouvoir dès maintenant. Il n'est pas encore trop tard* », a lancé le maire, qui a annoncé une tournée dans les provinces [*laquelle n'aura jamais lieu*]. Il a confirmé qu'il était « *en train de mettre en place la structure de la transition* » et il donné un nouveau rendez-vous à ses partisans pour le lendemain.

Exerçant une pression indirecte sur la HCC, Andry Rajoelina a tout de même annoncé sur RFI qu'il serait prêt à prendre le pouvoir directement à Iavoloha [*palais présidentiel*] si sa requête devant la HCC n'aboutissait pas.

Andry Rajoelina a de nouveau réitéré son avertissement envers les agents de la Banque centrale pour prévenir -ou mettre un terme ? - aux « *sorties illicites de fonds* ». Il s'en est pris directement au gouverneur de cette Institution : « *Tous ceux qui ont pris les biens d'autrui et ceux de la Nation seront obligatoirement jugés* », a-t-il prévenu.

Le maire a expliqué qu'il effectuait des consultations en vue d'étoffer son équipe au sein du gouvernement de transition. Andry Rajoelina aurait consulté entre autres, des membres de l'opposition, des investisseurs, des hauts fonctionnaires et même de proches collaborateurs du président Ravalomanana. Le leader de la « *Révolution orange* » veut donner une image de réconciliation nationale à son gouvernement. Il a annoncé que « *toutes les structures seront mises en place dans les jours qui viennent* ».

Andry Rajoelina a refusé de conduire ses partisans hors de la Place du 13-Mai, pour déposer la demande de destitution du président de la République auprès de la HCC et des deux chambres parlementaires.

Médiapart estime que le maire, par son souci de respecter la légalité, répond aux injonctions de la commission de l'UA, qui par l'intermédiaire de Jean Ping, lui a signifié l'absolue nécessité de rester dans le cadre constitutionnel, faute de perdre tout soutien de l'UA. Le maire s'est cru obligé de répondre que tout avait fait et serait fait dans le cadre de la Constitution. Médiapart rappelle que « M. Ping est un ancien ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre de Mr Bongo, ci-devant dictateur au Gabon, et de notoriété grand démocrate et pourfendeur de la corruption ». Le quotidien en ligne rappelle que le nouveau président de l'UA, le colonel Kadhafi élu à Addis-Abeba et qui va exiger de se faire appeler « *roi des rois traditionnels d'Afrique* », est aussi un grand démocrate ; il « *se demande vraiment pourquoi Andry Rajoelina se préoccupe de l'avis d'un quarteron de dictateurs qui de façon naturelle ne peuvent que protéger l'un des leurs. [...] Madagascar est une île de l'océan Indien. Ca aurait été si élégant que le maire de Tana renvoie les patrons de l'UA à leurs chères études es dictature et corruption. Et*

l'insularité aurait été un si joli prétexte... Mais il ne lui faut pas perdre en plus le soutien potentiel de l'occident, qui met autant d'énergie à maintenir le statut quo de la dictature, de la corruption et de leur corollaire, la pauvreté, dans toute l'Afrique ».

Un dialogue introuvable : des membres de la société civile, soutenus par la communauté internationale, se sont encore efforcés d'organiser un dialogue entre les deux protagonistes. La première étape consisterait en une rencontre. Mais trois tentatives ont déjà échoué. Officiellement, Andry Rajoelina s'est déclaré ouvert à la discussion mais en coulisse il semblait très réticent.

Changement de ton du chef de l'Etat et début de reprise en mains : pour certains observateurs, le chef de l'Etat est en train de reprendre le dessus. « *La population est terrifiée à l'idée d'une nouvelle flambée de violence et Ravalomanana cultive l'image du sage appelant au dialogue* », explique une analyste chez StratégieCo, cabinet français d'évaluation de risques. La Vérité constate que « *pour une fois le président de la République a écouté quelques conseils concernant sa manière de communiquer. En effet, plus d'un ont été surpris du nouveau ton modéré qu'il a adopté depuis le 31 janvier ou lors de ses récentes tournées dans les régions. Il y a dans ses derniers discours un élément récurrent qui a surpris les observateurs : cette insistance d'œuvrer désormais en faveur de la population* ».

Condamnation de la ministre de la Justice : « *Aucune fraction du peuple, ni aucun individu ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté. [...] La prise de pouvoir ne peut se faire que par le biais d'une élection. [...] Ainsi, face à la situation actuelle nous appelons la population au calme et à respecter la Constitution et les lois qui existent sur le territoire malgache* ».

Roland Ratsiraka : « *Je n'ai rien dit sur la transition* » : dans une déclaration téléphonique, le neveu de l'Amiral, disparu depuis l'annonce de sa traque par le chef de l'Etat, a affirmé qu'il n'avait pas encore pris position par rapport à la mise en place de la « *transition* » annoncée par le maire de la capitale.

Sept militants Tgv ont été arrêtés à Toamasina. Ils n'ont pas pu diriger le meeting prévu dans leur ville. Ils ont été déférés au parquet puis relâchés par le tribunal après une longue audition. Ils ont bénéficié d'une liberté provisoire. 6 d'entre eux s'étaient portés volontaires pour négocier avec les forces de l'ordre.

Le Secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf s'est engagé « à appuyer et à s'associer à toutes les initiatives internationales favorisant le dialogue et la réconciliation nationale » et a affirmé « *la disponibilité de la Francophonie à œuvrer, dans le respect de la Constitution et des lois malgaches, à la résolution des tensions et au retour à la stabilité* ». La France a demandé que la légalité et l'ordre constitutionnel soient respectés.

RSF a exprimé « sa très vive préoccupation au terme d'une "semaine noire" pour la liberté de la presse. [...] Dans ce climat politique très tendu, nous déplorons que les médias soient pris pour cible, et en appelons au calme et à la responsabilité de chacun des acteurs. Le président doit être conscient que la fermeture de médias privés est une mesure grave qui fait peser le danger d'un sérieux recul de la liberté de la presse à Madagascar. Andry Rajoelina doit pour sa part veiller à ce que les médias dont il est propriétaire demeurent impartiaux, respectent la déontologie journalistique et ne se rendent pas coupables d'attaques personnelles ou de diffamation », a déclaré l'organisation.

La propagation d'épidémies est à craindre dans la capitale : le risque est dû à la prolifération des immondices dans tous les quartiers. Les 192 *Fokontany* ont pris l'initiative

d'embaucher des agents pour garder et entretenir les bacs à ordures qui ne sont plus relevés depuis deux semaines.

29 enfants âgés entre 10 et 15 ans sont portés disparus au lendemain du « *Lundi Noir* » du 26 janvier : ces disparitions ont été signalées auprès du Réseau de Protection de l'Enfance à Antananarivo.

Les commentaires d'Alain Rajaonarivony sur son blog : le forcing d'Andry Rajoelina sur la Place du 13-Mai le 31 janvier a eu l'effet d'un électrochoc... sur la diaspora. Jusqu'à présent, elle suivait d'un œil intéressé mais distant les soubresauts du pays, échaudée sans doute par les déceptions de 2002. Une forte proportion des Malagasy de l'extérieur avait consciemment ou inconsciemment à l'esprit un scénario idéal. Ravalomanana restait à sa place tout en arrêtant de faire n'importe quoi et en revenant aux idéaux de départ : liberté, justice sociale, développement réellement conçu pour la population. On comptait sur le jeune et tenace Andry Rajoelina pour l'y inciter. Les deux hommes disposant d'une forte personnalité, le président aurait joué le rôle d'un « *Raiamandreny* » et son cadet se serait occupé du gouvernement. Ils se seraient neutralisés l'un l'autre et les citoyens auront pu enfin respirer, car chacun se serait disputé leurs faveurs. Hélas, le petit peuple n'a pas les bonnes manières, celles qui plaisent à la communauté internationale et aux intellectuels. Car c'est la base du mouvement qui a poussé le maire à sa « *prise de pouvoir verbale* », exactement comme elle avait contraint Ravalomanana à faire sa première « *proclamation de victoire* » en février 2002 sur cette même place. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Trop de frustrations accumulées demandent des réponses immédiates. En tout cas, les positions se radicalisent, à la grande joie des boutefeux, parmi lesquels figurent des Tim désespérément accrochés à leurs fauteuils et quelques exilés amusés sans doute de voir leur rival de 2002 dans la situation inconfortable qu'eux-mêmes vivaient à l'époque. On prête au gouvernement l'intention de changer le maire par un Pds dans des délais très brefs. La contestation, après un léger flottement, va reprendre de plus belle. Les possibilités de négociations « *s'éloignent à grands pas* », pour reprendre les mots de RFI. Les ressortissants européens ont en main le plan d'évacuation qui sera coordonné par les Français en cas de nécessité.

3 février : la HCC se déclare incompétente pour statuer sur les destitution du président, le maire Andry Rajoelina est destitué et remplacé par un Pds.

Le maire a annoncé un grand rassemblement le 7 février pour présenter son gouvernement de transition : dans la matinée, le maire a une nouvelle fois donné rendez-vous à ses partisans sur la Place du 13-Mai. Devant près de 1.500 manifestants il a demandé à ses partisans de ne plus manifester jusqu'au samedi 7, date choisie pour dévoiler la composition de son gouvernement de transition. « *Les généraux et officiers de l'armée qui ont décidé de rejoindre notre camp seront aussi présentés ici, à visages découverts et en tenue militaire* » a promis Andry Rajoelina.

Ce rassemblement devait voir la participation du chanteur Rossy. Ce dernier vit en exil en France depuis 2002, et a récemment été naturalisé Français. Chanteur très populaire, Rossy, fervent soutien de Didier Ratsiraka lors des élections présidentielles de fin 2001 afin de « *défendre la cause des artistes* », avait finalement été autorisé par le président Ravalomanana à faire une tournée à Madagascar en 2008.

L'annonce du concert a été une bouffée d'oxygène pour un mouvement qui donnait l'impression de s'essouffler mais rien ne permet d'affirmer que l'acceptation de Rossy de se produire Place du 13-Mai signifie un engagement politique en faveur de la « *révolution orange* ».

Si les partisans d'Andry Tgv sont de moins en moins nombreux aux rassemblements, ils sont de plus en plus impatients d'installer leur poulain au palais présidentiel.

La HCC s'est déclarée incompétente pour prononcer la destitution du président de la République : son président, Jean-Michel Rajaonarivony, a évoqué un vice de procédure en se référant aux dispositions de l'article 126 de la Constitution. Et de préciser « *La compétence de la HCC se limite à la constatation de la vacance de la présidence de la République après la mise en accusation par les deux assemblées et le prononcé de la déchéance par la Haute Cour de Justice* ». Seule la motion de censure contre le gouvernement est légale.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé quelques heures après qu'un Pds [Président de Délégation Spéciale] a été installé à la tête de la commune. Guy Rivo Randrianarisoa, ancien haut responsable de la commune, a pris son poste, avec comme adjoint administrateur provisoire, Edmond Rakotomavo. « *On a voulu notifier [la décision] au maire mais il n'était pas là. Il a fallu prendre une ordonnance pour que les membres de la délégation spéciale puissent entrer dans les bureaux* », a ajouté le préfet de police. Les raisons exactes de cette décision n'ont pas été fournies par le préfet, qui a toutefois expliqué qu'il y avait eu « *des manquements dans la conduite de la mission de la commune, par exemple en ce qui concerne la gestion des ordures* ».

Le ministre de l'Intérieur a précisé par la suite ses griefs contre le maire : constatation d'une mauvaise gestion de la commune, incitation à l'émeute et auto proclamation sur la Place du 13-Mai. « *C'est le préfet de police qui a mentionné dans son rapport au pouvoir central une défaillance d'Andry Rajoelina dans la gestion de la capitale* » a affirmé le ministre, expliquant que « *le rapport du préfet de police permet au pouvoir central de ne plus recourir au vote de destitution des conseillers municipaux, ni d'attendre une décision du conseil des ministres* ».

Le Pds était chef de mission économique auprès de l'ambassade de Madagascar en France (où, selon certains témoins, il a été remarqué pour son train de vie), avant d'être désigné en 2004 secrétaire général de la commune d'Antananarivo. Il a occupé ce poste du temps du maire Patrick Ramiamanana et du Pds Hery Rafalimanana.

Ancien conseiller spécial d'Andry Rajoelina et proche de Marc Ravalomanana, le nouveau Pds prône le « *Fihavanana* » et le rapprochement entre les belligérants. Il n'est pas membre du parti présidentiel, raison pour laquelle certains membres du bureau politique du Tim auraient haussé le ton après sa nomination.

D'après les textes, l'élection d'un nouveau maire devrait être organisée dans les 60 jours à compter du constat de vacance de poste.

Le nouveau Pds n'a pas maintenu le conseil municipal : sur RFI, Andry Rajoelina a contesté cette nomination : « *Nous allons prouver demain que nous sommes unis pour contester la décision du ministre* », a déclaré M. Rajoelina, qui a fixé un rendez-vous à ses partisans devant sa mairie. Il a décidé le report de sa tournée en province et annoncé la fermeture de tous les bureaux des arrondissements. Il a conseillé aux étrangers « *de rester chez eux, étant donné l'imprévisibilité de ce qui peut se passer* ». Interrogé sur une éventuelle crainte d'arrestation, le maire a répondu : « *je n'ai pas peur d'être arrêté* ».

Andry Tgv a renié publiquement les 192 chefs Fokontany d'Antananarivo qui, à travers leur association Fifar, ont déclaré ne plus pouvoir recevoir d'ordre de sa part en raison de son auto proclamation chef de l'Etat.

D'après *Les Nouvelles*, « la nomination d'un nouvel administrateur à la tête de la commune engendre un flou concernant le cas du maire. Car il semble que le fait de nommer un Pds ne signifie pas automatiquement que le maire est définitivement destitué. Selon le préfet de police en effet, «l'arrêté ministériel porte uniquement la mise en place d'une délégation spéciale sans pour autant signifier la destitution du maire. Cette décision devrait être prise en conseil des Ministres».

Selon les analystes, la décision du président de démettre le maire de ses fonctions est une erreur politique. « Il a ainsi relancé un mouvement qui s'essouffait », estime l'un d'eux.

Alors qu'une accalmie est observée dans la capitale, des troubles étaient signalés dans d'autres localités de l'île. La ville de Farafangana a connu des émeutes et des incendies. Les manifestants auraient demandé un peu plus de considération pour les natifs de la région dans la gestion de l'administration locale. Les émeutes se sont produites lors de la visite du ministre Ivohasina Razafimahefa. L'avion privé qui a transporté sur Manakara et Farafangana, le ministre de l'Economie avec sa délégation, a été incendié par la foule qui s'était rendue à l'aérogare. Cet appareil, un Beechcraft 99 appartenant à la compagnie Aéromarine de Riaz Barday, expulsé de Madagascar en 2006, était apprécié des médecins pour effectuer des évacuations sanitaires. Le ministre a dû s'enfuir en 4x4 puis emprunter un hélicoptère envoyé par la Présidence.

Le ministre a déclaré à l'Afp : «lorsque je suis arrivé à Farafangana, on a fait circuler de fausses informations selon lesquelles j'avais dans mon avion de l'argent que j'aurais pris à la Banque centrale de Manakara et que j'allais prendre de l'argent ou des biens publics à Farafangana. A cause de ces informations, la population s'en est prise à l'avion, en espérant qu'il y aurait une grosse somme mais évidemment ils n'ont rien trouvé. Déçus, ils ont décidé de brûler l'avion ». M. Razafimahefa a précisé qu'il s'était rendu à Farafangana notamment pour « travailler au rétablissement du ravitaillement en PPN qui deviennent de plus en plus rares ».

Sur son blog, Alain Rajaonarivony estime que ce genre de transport devrait relever de l'armée, ce n'était pas le rôle de cet avion d'affaire. Oui, mais voilà ! Comme l'a révélé Didier Ratsiraka sur *Viva TV*, le pouvoir a fait découper au chalumeau une douzaine d'aéronefs de la Sonavam [compagnie aérienne du fils de l'ancien chef d'Etat], des hélicoptères MI-8 et des transports bimoteurs Antonov. C'étaient des appareils qui revenaient de droit à l'armée de l'air, propriétaire d'une bonne partie de cette flotte. Plusieurs millions de dollars ont donc été anéantis. L'armée de l'air est donc réduite maintenant à 3 Ulm dignes d'un aéro-club. Tiko, avec sa flotte d'hélicoptères et de transport ATR, la surclasse largement. Qui assurera la protection aérienne lors des sommets à Madagascar ? Tiko Air Force ou une puissance étrangère ?

La ville de Manakara a été le théâtre d'affrontements entre les forces de l'ordre et des fauteurs de troubles, 2 jours seulement après les émeutes de Farafangana. Les forces de l'ordre ont tiré sur la foule. Bilan provisoire : 2 morts et plusieurs blessés par balles. Des non autochtones (« mpiavy ») ont été inquiétés et se sont enfuis. [Le terme « mpiavy » désigne généralement les ressortissants malgaches non originaires d'une région. Au fil des temps, le mot a pris un sens péjoratif tendant à indiquer uniquement les Merina et les Betsileo]. Les notables de Farafangana ont appelé au retour de ces « mpiavy ».

Nouvelle tentative de médiation du Ffkm : Midi a annoncé qu'après le retour au pays de son président, Mgr Odon Arsène Razanakolona, le Ffkm avait relancé sa médiation. Mais la mission des chefs d'Eglises semblait vouée à l'échec car dans le camp d'Andry Rajoelina, ils sont accusés de jouer le jeu de Marc Ravalomanana. Au sein du Ffkm, cependant, la position des catholiques ne fait aucun doute. S'ils ne soutiennent pas ouvertement l'ex-maire de la capitale, ils ont pris une distance très significative vis-à-vis du pouvoir et de son

représentant. Andry Rajoelina s'en est publiquement pris au Ffkm qui lui a reproché de ne pas se conformer à la légalité. « *Vous me reprochez de ne pas me conformer à la légalité. Moi, je vous demande en retour si Marc Ravalomanana respecte la Constitution dans tout ce qu'il entreprend* », a rétorqué l'ancien maire.

Réconciliation entre protagonistes de la crise de 2002 : des dirigeants de l'association des détenus politiques de Madagascar (ADPM) et de celle des réservistes (AFIAFI) se sont rencontrés. C'est le cas entre autres, de l'ancien député Arema, Merci Ratoabolamanana et du général Jérôme Randriafeno. Ils ont voulu adresser un message de réconciliation aux protagonistes. « *Malgré nos positions extrêmement différentes lors des événements de 2002, nous avons commencé notre rapprochement en prison* », a déclaré Merci Ratoabolamanana.

Paris mobilise des « moyens » et « renforce » son ambassade en vue de protéger les quelques 20.000 ressortissants français vivant à Madagascar, a annoncé le secrétaire d'Etat à la Coopération. « *Nous avons prédisposé un certain nombre de moyens notamment en provenance de l'île de la Réunion toute proche* » de Madagascar, a déclaré M. Joyandet. « *Nous sommes en contact avec les deux responsables du conflit* », a-t-il dit.

Sommet de l'UA à Addis-Abeba : Charles Rabemananjara, au nom du président Marc Ravalomanana, a sollicité la présence et le soutien de l'UA pour rétablir la situation à Madagascar. Le président de la commission de l'UA, Jean Ping, a annoncé la venue au pays d'une mission d'observation. Le Premier ministre a réaffirmé l'engagement de Madagascar à accueillir le prochain Sommet de l'UA, dont le thème sera « *Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire* ».

Le Premier ministre a rencontré les membres de l'Organe sur la politique de défense et de sécurité de la Sadc. La COI a offert ses bons offices.

L'avis de Philippe Hugon, directeur de recherche à l'IRIS : il explique dans *Libération* que « *la réponse de Marc Ravalomanana, destituer un maire élu, est en dehors de toute règle constitutionnelle. [...] Rajoelina a su instrumentaliser un certain sous-prolétariat toujours prêt à faire le coup de main. Mais ce qui est frappant, c'est la ressemblance entre les deux protagonistes, Rajoelina et Ravalomanana. Ils sont tous les deux chrétiens, ils viennent des Hauts Plateaux et appartiennent au groupe Merina. Pour beaucoup de Malgaches, ce sont des clones. Ils ont le même visage, ce sont des capitalistes qui croient à l'argent* ». Pour la sortie de crise, le seul jeu possible concerne la France et les Etats-Unis. Ravalomanana est soutenu par Washington. [...] Paris ne serait peut-être pas complètement hostile à une inflexion du pouvoir permettant de normaliser les relations entre la France et Madagascar ».

4 - 5- 6 février : le maire destitué nommé à son poste l'une de ses adjointe, Michèle Ratsivalaka. L'épreuve de force tourne à la confusion, il y a désormais deux maires pour une seule ville. La vie politique est suspendue au meeting Tgv du 7 février.



« *A partir d'aujourd'hui, c'est Michèle commune d'Antananarivo* », a déclaré M. de la mairie, avant de remettre son écharpe

Le maire élu de la capitale, Andry Rajoelina, a chargé une de ses proches de « gérer » la



ville, tout en refusant de reconnaître la validité de sa destitution par le gouvernement.

Ratsivalaka qui gèrera la Rajoelina dans les locaux à Mme Ratsivalaka. Un

peu plus tôt, devant plusieurs milliers de partisans rassemblés dans le calme devant son bureau, il avait qualifié sa destitution d'« *insulte au peuple malgache* ». Andry Rajoelina a réaffirmé sur sa radio *Viva* qu'il avait les forces de l'ordre avec lui.

Andry Rajoelina a promis de soutenir la maire qu'il a désigné. « *Demain nous allons revenir à Mahamasina pour un nouveau sit-in, afin d'assurer la sécurité de Michèle Ratsivalaka au cas où certains tenteraient de l'arrêter* », a-t-il avancé.

Celle-ci a déclaré : « *Je suis très surprise par cette décision. Mais vu que le maire va occuper une haute fonction au niveau nationale, alors j'accepte le poste. Je vais faire de mon mieux pour développer Antananarivo. Je vais assumer mon nouveau poste avec honneur, respect et sagesse* ».

Michèle Ratsivalaka a été présentée par *Tribune* comme une « *humaniste dévouée* ». Elle a suivi une formation en économie aux Etats-Unis. Fondatrice et directrice générale des projets Seecaline et Fid, elle a été ministre de la Lutte contre la pauvreté et des Logements sociaux, sous la présidence de Zafy Albert.

Une situation cocasse s'est installée à la mairie d'Antananarivo : les fonctionnaires de la mairie prennent des ordres des deux chefs de la mairie. Les actes administratifs établis depuis la nomination de Michèle Ratsivalaka risquent de n'avoir aucune valeur juridique et administrative, ont affirmé le préfet de police et le Pds.

Andry Rajoelina a proposé qu'une élection des chefs *Fokontany* soit organisée dans chaque quartier. Il a donné « *une semaine à tous les Fokontany pour préparer ces élections* ». Les chefs *Fokontany* d'Antananarivo se sont donc trouvés assis entre deux chaises, dans une position très inconfortable, dans l'attente de la prise de fonction de leurs remplaçants.

Le maire élu a introduit auprès du Conseil d'Etat une demande de sursis à exécution de l'arrêté instituant une délégation spéciale, ainsi qu'une requête en annulation de cette décision.

Selon *Tribune*, en révoquant le maire, le ministre de l'Intérieur a pris un risque élevé de se voir désavouer par le Conseil d'Etat. Faute d'arriver à trancher entre apaisement et fermeté, le pouvoir semblait vouloir parer au plus pressé et soucieux d'occuper le terrain en mettant en avant Guy Randrianarisoa. Il a en effet compris qu'il ne pouvait aller très loin dans la répression des manifestations. Le président hésitait à déclarer « *l'état de nécessité* » ou la loi martiale, comme le lui permet la Constitution, il semblait tergiverser quant à sa décision de faire arrêter Andry Rajoelina. Affaibli, il a tenté de se montrer conciliant mais son adversaire s'est montré extrêmement rétif. Pressée par une foule impatiente d'en découdre, ainsi que par les proches de Roland Ratsiraka, l'opposition Tgv a persisté dans sa logique de coup d'Etat mais la hantise de se faire voler la victoire par le « *clan Ratsiraka* » restait très présente.

Rumeur d'arrestation d'Andry Rajoelina : « *une cellule d'enquête est déjà mise en place* ». Telle a été la déclaration du Premier ministre lors du sommet de l'UA. Mais le chef du gouvernement a tenu à préciser que « *la recherche du dialogue étant profondément enracinée dans la culture malgache, toutes les solutions ne sont pas encore épuisées* ».

Préparation du meeting du 7 février : du côté des forces de l'ordre, rien n'indiquait que des mesures seraient prises pour empêcher la manifestation, qui en principe, est interdite. Des renforts de troupe en provenance des provinces étaient annoncés, notamment d'Antsiranana. Pour *La Vérité*, la situation politique ne cesse de se dégrader sous des dehors d'un apparent retour au calme. La population urbaine misérable donne l'impression d'évoluer de manière autonome, en marge de la crise.

Marc Ravalomanana a poursuivi sa tournée dans les provinces, sans révéler à l'avance son itinéraire, ce dont se sont plaintes les autorités de l'aviation civile. C'est seulement à son

retour à Antananarivo que les services de communication de la Présidence publient un communiqué pour faire le compte-rendu de ses visites.

Le projet d'organisation de la « transition » : outre la présentation des membres du « *gouvernement de transition* », la mise en place de deux autres Institutions devait être annoncée Place du 13-Mai le 7 février : une « *Haute Autorité de la Transition vers la IVème République* » (HAT) et un « *Conseil de Redressement Economique et Social* » (CRES). Le président de la HAT, composée de 45 membres, assurerait les fonctions de président de la République. Il serait le « *président de la transition* ». Quant au CRES, il serait composé de 80 membres. L'équilibre régional serait respecté dans la composition de ce gouvernement provisoire de 20 membres. Ces structures paraissaient calquées sur celles de la transition de 1991, à la différence près que Marc Ravalomanana en serait écarté.

Des médiateurs « intéressés » : selon la LOI, « *les personnalités malgaches qui se sont présentées comme des médiateurs ont toutes donné l'impression d'œuvrer surtout pour leur propre compte. Norbert Ratsirahonana, le premier, a essayé de rapprocher les deux rivaux, se voyant surtout en Premier ministre du gouvernement de transition. Depuis son exil de Paris, Pierrot Rajaonarivelo a aussi cherché, en vain, à se faire introniser chef de la transition. Jacques Sylla, un allié peu fidèle, a cherché à se placer comme le représentant des intérêts des catholiques et des Côtiers, ces derniers étant les grands absents de cette crise intra-merina. Même le Premier ministre Charles Rabemananjara a eu des contacts discrets avec des proches de Rajoelina, dont Ratsirahonana, Jean Lahiniriko et l'ex Premier ministre Pascal Rakotomavo. Last not least, l'ancien ministre Benjamin Radavidson a aussi proposé son propre scénario de sortie de crise. Mais tout cela n'a rien fait pour débloquer la situation* ».

L'ancien ministre des Finances, Benjamin Andriamparany Radavidson, a proposé un « gouvernement de salut national » : 9 mois après son éviction de l'équipe gouvernementale, il est devenu le porte-parole d'un groupement des notables issus des différentes régions, d'intellectuels, d'opérateurs économiques et d'organisations confessionnelles, qui appellent les protagonistes à trouver un terrain d'entente. Il a publié un mémorandum de sortie de crise qui prévoit l'organisation d'une élection et/ou d'un référendum libre, honnête et transparent afin de mettre en place de nouvelles Institutions. La restauration et la consolidation de la démocratie figurent également dans ce mémorandum. A court terme, il prévoit l'adoption d'une ordonnance portant transfert des compétences du président de la République au Premier ministre, et la restauration des libertés fondamentales. A moyen terme, il envisage l'adoption d'un nouveau Code électoral, d'un projet de loi sur la Communication et le réexamen de la loi sur les partis politiques, sur la base de la proposition de loi adoptée lors des états généraux des partis en 2002, actualisé en 2004, ainsi que l'adoption d'une loi d'amnistie relative aux événements de 2002, sauf pour les crimes de sang. Il préconise enfin la révision de la Constitution ou l'adoption d'une nouvelle Constitution permettant de mettre en place toutes les Institutions telles que la HCJ.

Pour RFI, la confusion s'installe durablement. Qui dirige vraiment Madagascar et qu'en est-il d'Antananarivo ? La situation est confuse. « *Depuis le 31 janvier, il y avait à Madagascar un président élu mais largement contesté, et un autre se disant investi par la volonté populaire, et le mélémélo continue... Depuis ce jour, Antananarivo est dirigée par un administrateur provisoire, nommé par le ministère de l'Intérieur et une maire sorti de son chapeau par Andry Rajoelina. [...] Le dialogue semble plus bloqué que jamais. Le régime mise sur l'essoufflement du mouvement. [...] La population semble, elle, se lasser de ce combat des chefs dans la rue. On entend souvent dire que l'essentiel est que la situation se décante vite : « Nous n'avons pas d'hommes d'Etat, seulement des hommes de pouvoir » analyse ainsi une Malgache* »

La paranoïa s'est emparée de la direction de l'Aviation civile de Madagascar, semant la pagaille dans le ciel : depuis le 29 janvier, toutes les compagnies aériennes desservant la Grande Île, qu'elles soient locales ou internationales, ont reçu instruction de « *communiquer systématiquement, dans les 24 heures avant le décollage, la liste des passagers et leur nationalité respective* ».

Le ministère français des Affaires étrangères renvoie dos à dos les deux protagonistes : « *Nous regrettons les décisions prises de part et d'autre, qu'il s'agisse de la demande de déchéance du président Marc Ravalomanana ou de la destitution du maire de Tananarive, Andry Rajoelina, et de son conseil municipal. Ces décisions ne peuvent qu'envenimer les relations déjà difficiles entre les parties et éloignent la perspective d'un dialogue.* » Le site du ministère recommande de « *différer tout déplacement à Madagascar* ».

Mbs cédé à Tvm et Rnm : Marc Ravalomanana a annoncé en conseil des ministres qu'il avait décidé d'offrir « *gracieusement* » tous les matériels de sa station de TV et de radio à la chaîne nationale. Il revient au ministère de la Communication de gérer le transfert des personnels. Le propriétaire de Mbs a donc jeté l'éponge pour ne pas à affronter *radio Viva* et *TV Viva* d'Andry Rajoelina. « *Il n'y aura plus de Mbs. J'ai déjà cédé tous ses matériels à la Tvm et à la Rnm pour que le peuple ait accès aux informations véridiques* », a-t-il ajouté.

Mission de conciliation des Nations Unies : à l'invitation du gouvernement malgache, un envoyé du Secrétaire Général des Nations Unies, Haïlé Menkerios, Sous-secrétaire général aux affaires politiques, est attendu à Madagascar le 7 février pour mener une mission de conciliation.

Sadc : une mission d'évaluation est annoncée : à l'issue de cette visite, elle fera savoir au Chef de l'Etat comment cette organisation pourrait aider et assister le pays.

Le président de la République a reçu le 6 février des représentants de la Ffkm « venus lui apporter leur réconfort spirituel » : les visiteurs reçus étaient le président de la FLM, le pasteur Endor Modeste Rakoto et le président de la FJKM, le pasteur Lala Rasendrasahina. Cette rencontre faisait suite à la réunion du Ffkm de la veille, dont l'objectif était, selon le pasteur Lala Rasendrasahina, « *de relancer le dialogue entre le président Ravalomanana et M. Andry Rajoelina, mais aussi de prier pour les deux protagonistes* ». « *Mgr Odon Razanakolona s'est chargé d'entreprendre une démarche auprès d'Andry Rajoelina* », a-t-il précisé [M. Rajoelina étant de confession catholique].

300 fausses tenues de combat militaire en cours de confection auraient été découvertes par la Brigade de recherche d'Antananarivo sans la banlieue d'Antananarivo.

Les avertissements du FMI et de la communauté internationale : selon *RFI*, les bailleurs de fond ont bloqué 35 millions de dollars d'aide en décembre 2008, reprochant au président de confondre les caisses de l'Etat avec celles de son entreprise. Marc Ravalomanana pourrait bien avoir perdu son statut de « *chouchou* » auprès des bailleurs de fond. Le FMI et la Banque mondiale sont à deux doigts de lui reprocher d'être devenu un « *attrape-fonds* ». Depuis plusieurs années déjà, les bailleurs poussaient le président malgache à ne plus gérer directement son puissant groupe agro-alimentaire Tiko, pour éviter tout risque de conflit d'intérêts. Mais l'achat du Boeing 737 a fait déborder le vase. La Banque mondiale et le FMI ont adressé au président une lettre demandant des explications sur le financement de l'achat de l'appareil, mais aussi sur une loi exonérant l'huile végétale de la TVA et de taxes à

l'importation, une loi favorable à Tiko. En l'absence de réponse satisfaisante, la Banque, le FMI et l'UE ont conjointement décidé de suspendre le versement d'aides d'un montant total de 35 millions de dollars. Un chèque de la Banque mondiale de 80 millions de dollars, prévu pour avril, pourrait aussi ne pas être signé.

Interrogé par RFI, le représentant du FMI a affirmé que son Institution continuera à financer le développement de Madagascar. La tranche de 8 millions de dollars sera débloquée quand le gouvernement aura fourni plus d'informations sur « *le financement de l'aéronef, sans doute en février* ». Le ministre Hajanirina Razafinjato a répondu que Madagascar avait déjà adressé sa réponse le 20 janvier.

La suspension des aides budgétaires par les bailleurs de fonds a été confirmée par J.C. Boidin, chef de la délégation de l'UE, laquelle réaffirme son attachement au respect des Droits de l'Homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit, qui constituent les éléments essentiels de l'accord de Cotonou qui lie les pays ACP et l'UE. « *L'Union Européenne a décidé d'ajourner le déblocage de son aide budgétaire, en raison d'un certain nombre d'anomalies de gestion constatées en fin 2008* » a expliqué le diplomate.

L'ambassadeur des Etats-Unis condamne le « mélange des affaires privées et des affaires d'Etat » par le président : « *C'est le moment de redresser certaines politiques et politiques économiques pour répondre aux voix qu'on entend dans les rues. [...] Le choix des magasins qui ont été brûlés était un message assez fort dans cette affaire. Il ne faut pas trop mélanger les affaires privées et les affaires d'Etat* », a estimé Niels Marquardt. « *On voit bien qu'il y a beaucoup d'entreprises qui dépendent du président dans le pays et là c'est plus difficile d'assurer la libre concurrence dans ces conditions* », a encore dit l'ambassadeur.

Marie-Claire Girardin, chargée d'affaires à l'ambassade de France : « *Le statu quo ante n'est pas envisageable* ». Et de préciser : « *le mouvement de protestation montre qu'il y a un malaise, il ne suffit pas de dire que le calme est revenu... Il faut plus de justice sociale et une bonne gestion des affaires publiques* ».

Commentaire de Tribune : *avec ce pavé des bailleurs de fonds dans la mare du régime, c'est de nouveau l'enthousiasme et la conviction de la justesse des revendications des manifestants de la Place 13-Mai. Les Américains que l'on soupçonnait d'être de connivence avec le régime ont tapé du poing sur la table. Les Européens de même. La communauté des bailleurs de fonds ne peut rester indifférente par rapport aux diverses factions en lutte dans ce mouvement populaire. Il y a un groupe qui souhaite le retour aux sources. Il y en a un autre qui veut se débarrasser des bailleurs de fonds traditionnels. Le risque est grand que tous les accords conclus soient dénoncés. Pour les partisans du mouvement Otrikafo, cette intervention des bailleurs de fonds signifie qu'ils sont soucieux de la préservation de leurs intérêts. Andry Rajoelina en est-il conscient ? Saura-t-il naviguer dans ces eaux troubles ?*

Analyse de Didier Galibert, Professeur d'histoire à Bordeaux, docteur en ethnologie : « *le sens politique de la démarche d'Andry Rajoelina est plus difficile à comprendre que ses causes. La principale est sociale : l'effondrement du niveau de vie des citoyens depuis la flambée du prix du pétrole et des produits alimentaires. Et le décalage entre la persistance d'une pauvreté de masse avec l'enrichissement de la famille du président Ravalomanana. [...] On peut voir dans ces troubles des émeutes de la faim dont les protagonistes sont issus des quartiers les plus pauvres. Et la crise a aussi une explication politique, avec la dérive autoritaire du président. [...] Ces pillages sont vus par les gens comme une action matérielle et symbolique de récupération* ».

De l'importance de la communication : l'analyse de Clicanoo. « *Andry Tgv a remporté une bataille. Celle de la communication. Un domaine dans lequel il excelle depuis son adolescence en*

organisant des événements devenus cultes pour la jeunesse branchée tananarivoienne, dans des endroits prestigieux. Cette expertise en matière d'organisation a beaucoup servi à Andry Rajoelina - devenu entre-temps, patron d'une boîte de communication et de publicité. [...] Marc Ravalomanana est tout à fait le contraire. Il est à l'aise avec les éleveurs, les « fournisseurs de lait » et autres agriculteurs, c'est l'un des facteurs de sa réussite. Mais avec les journalistes, il est gauche et maladroit, d'autant qu'il maîtrise mal la langue de Molière. De ce fait, il paraît froid et distant, surtout au milieu des frasques et du luxe du palais d'Iavoloha. Décrocher une interview du président est une mission quasi impossible. Pire, dans certaines conférences de presse, les journalistes n'ont pas la possibilité de poser des questions. Ce déficit de communication constitue une véritable faille pour son régime qui n'a jamais su mettre en avant ses nombreuses réalisations, ou bien il le fait mal en occupant les médias publics. Face à cette différence fondamentale de style, Andry Tgv semble avoir donné un "sacré coup de vieux" à Ravalomanana. La crise actuelle est une occasion pour le président de tirer certaines leçons et de remonter doucement la pente. La métamorphose semble engagée ».

Sobika.com, le « CNN malgache ». Ce site bien connu de la communauté malgache de métropole et dédié jusque-là à l'actualité heureuse, au *people* et à l'info pratique est devenu incontournable grâce son fil info. Le responsable du site, Niry Jules-Ratsifa, n'a pas l'ambition de remplacer un média d'information, il délivre de l'info brute et concise et pas d'analyse. Le gérant de cette SARL installée dans le XIème arrondissement de Paris, a mobilisé son équipe de 5 personnes chargées de la production de contenu à Madagascar et ses 5 salariés à Paris. « Nous voulions vérifier les infos que nous recevions. Sur 400 brèves, il y a eu deux rectificatifs ». Résultat, le site a connu une explosion du nombre de clics : une moyenne de 90.000 visiteurs par jour après le « black Monday » contre 25.000 d'ordinaire. Des partisans de Marc Ravalomanana se sont déchaînés sur le forum du site, s'attaquant à la liberté d'expression d'un portail devenu une source incontournable d'informations.

Samedi 7 février : Andry Rajoelina prend la tête d'une « Haute Autorité de Transition » au cours d'un rassemblement qui a conduit les manifestants à tenter d'investir le palais présidentiel. Des affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont tiré sans sommation, auraient fait une cinquantaine de mort et un millier de blessés.

Le fil des événements : Andry a commencé son discours sur la Place du 13-Mai devant plus de 20.000 supporters en annonçant qu'il sera le président de la « Haute Autorité de Transition » (HAT), avec comme premier ministre Monja Roindefo, 43 ans, opérateur économique « côtier » originaire de Toliara, région délaissée depuis toujours. Monja est le fils du nationaliste charismatique Monja Jaona (parti Monima), il est président du parti Monima Ka. L'ex-maire n'a pas donné la composition de cette HAT. Les officiers généraux et officiers supérieurs qui auraient rejoint son camp n'ont pas fait leur apparition, contrairement aux annonces faites précédemment.

Après la prise de parole de Monja Roindefo dans les trois langues officielles (malgache, français et anglais), Andry Tgv a annoncé que Monja Roindefo et le général Rasoloso Dolin, directeur de cabinet du maire et ancien président de l'Assemblée nationale, allaient se rendre à Ambohitsirohitra, palais d'Etat, située au centre-ville, accompagnés de la foule des manifestants (surtout des jeunes issus des bas quartiers), afin d'y installer les premiers responsables nommés pour conduire la transition. Le général Dolin a tenté de négocier avec les forces de l'ordre positionnées devant le palais mais celles-ci ont fait savoir qu'elles avaient « toute liberté de tirer » car les manifestants étaient entrés dans la « zone rouge ». Le président de la République n'était pas dans les lieux. La délégation conduite par le général Dolin, accompagné de 9 députés, est entrée dans le bâtiment. A sa sortie, après une longue et infructueuse négociation, les « décideurs » n'étant pas dans les lieux, la foule, non armée, s'est précipitée vers le palais et les militaires ont alors tiré à balles réelles et sans sommation. Selon

des témoins, des gardes cagoulés ont visé les premiers rangs de manifestants qui se trouvaient à une dizaine de mètres. Une seconde salve a cueilli les secouristes. Certains ont affirmé que des tireurs d'élite étaient postés aux fenêtres du palais. Des témoins auraient vu des individus en civil ouvrir le feu sur la foule et repéré des tireurs postés sur les toits d'immeubles voisins, ce que les propriétaires ont démenti. Andry Rajoelina a affirmé sur *TV Viva* qu'il s'agissait de "*mercenaires étrangers*" engagés par Ravalomanana, affirmant que "*des Malgaches ne peuvent pas tirer ainsi sur d'autres Malgaches*". Une conviction partagée par de nombreux manifestants et reprise par des médias étrangers.

Des tirs sporadiques ont été entendus dans les heures qui ont suivi. Il s'agirait, selon des sources concordantes, d'échanges de tirs entre les forces de sécurité de la présidence et celles de l'état major mixte que le maire d'Antananarivo avait appelé à la rescousse pour protéger la population.

Les journalistes présents sur les lieux auraient dénombré une cinquantaine de morts par balle, dont un cameraman de la RTA (le bilan officiel faisant état de 28 morts). Une explosion de mines aurait fait de nombreuses victimes.

Benjamin Andriamparany Radavidson a demandé sur *Radio Antsiva* au Parlement de destituer Marc Ravalomanana. Le président et le Premier ministre sont intervenus successivement sur Tvm pour demander aux forces de l'ordre de rétablir le calme. Le chef de l'Etat a affirmé que ces événements s'étaient déroulés alors que des pourparlers avaient lieu en coulisses avec l'autre camp.

Alain Rajaonarivony a confirmé sur son blog que des émissaires des deux camps avaient pu enfin se parler : Jacques Sylla, Président de l'Assemblée nationale, Noël Rakotondramboa, vice-président du Sénat, Harison Edmond Randriarimanana, ministre de l'Environnement représentaient le pouvoir. Nirhy Lanto Andriamahazo, adjoint au maire, le journaliste Gilbert Raharizatovo et Ny Hasina Andriamanjato portaient les propositions de la partie adverse. Les émissaires présidentiels, semble-t-il, n'auraient rien voulu lâcher. Les discussions avaient duré toute la journée.

Au cours des troubles, des pillards se sont mêlés aux manifestants pour s'en prendre aux bijouteries indiennes du quartier et aux bureaux du ministère des Finances. En soirée, des pillages ont eu lieu dans plusieurs quartiers de la capitale, en dépit du couvre-feu. Il y a eu des tirs de sommations jusqu'à 4 heures du matin. Une trentaine de pillards auraient été arrêtés.

L'Ambassade de France a appelé tous ses ressortissants, et leur a fortement conseillé de ne pas quitter leur domicile. La situation était considérée comme « *extrêmement préoccupante* ». Elle a annoncé des mesures pour garantir la sécurité des expatriés.

Le Premier ministre aurait envisagé d'instaurer un directoire militaire mais ce projet ne semble pas avoir été bien reçu au niveau de l'armée.

Rossy, le chanteur vedette qui devait faire venir les foules sur la Place du 13-Mai n'a pas pu quitter Paris. L'entourage d'Andry Rajoelina a accusé les autorités malgaches d'avoir donné des consignes à l'aviation civile pour empêcher Rossy d'emprunter des lignes privées en provenance de Maurice. Le Quai d'Orsay a indiqué qu'il n'était pour rien dans la mésaventure aérienne de Rossy.

Dimanche 8 février : la population est sous le choc, semblant de calme et recueillement

Une cérémonie en mémoire des victimes a réuni 5.000 personnes : le culte oecuménique s'est déroulé dans le calme. La population a défilé devant des cercueils ouverts qui arrivaient au gré de l'accord des familles et repartaient quelques heures plus tard pour l'enterrement

des victimes dans leur région d'origine. De nombreuses familles ont recherché désespérément leurs proches, suspectant les autorités d'avoir dissimulé des corps dans le Palais d'Ambohitsorohitra pour les évacuer en pleine nuit. Elles ont lancé un appel au président Ravalomanana. Ces dissimulations supposées pourraient expliquer les écarts inexpliqués quant au bilan chiffré des victimes.

L'ancien président Albert Zafy, qui était resté discret depuis le début du mouvement, a participé au culte. L'archevêque d'Antananarivo Odon Razanakolona, président du Ffkm, a été conquis après avoir annoncé qu'il délivrerait le lendemain le message du Conseil œcuménique sur la fusillade, l'assistance réclamant une condamnation immédiate des événements de la veille.

Pour les commentateurs, la chrétienté malgache est interpellée : Andry Rajoelina, de religion catholique, est en rivalité avec Marc Ravalomanana, mécène de la Ffkm et de la FJKM, vice-président des Eglises protestantes FJKM, et chef suprême des armées. Des pasteurs se seraient prononcés en faveur de la destitution de Marc Ravalomanana des instances dirigeantes de la FJKM. Benoît XVI s'est déclaré « *vivement préoccupé par la période particulièrement critique que traverse le pays* », ajoutant que les évêques de l'île avaient organisé « *une journée de prière en faveur de la réconciliation nationale et de la justice sociale* ».

Andry Rajoelina a juré de poursuivre la lutte contre Marc Ravalomanana, à l'issue d'une visite au chevet de ses partisans blessés. Il a décrété la journée du 9 février journée de deuil national et demandé à la communauté internationale et aux dirigeants des Eglises d'appuyer ses efforts pour forcer le président Marc Ravalomanana à démissionner.

La participation de commandos étrangers continue à faire débat : la radio privée *Antsiva* a affirmé que des commandos africains avaient ouvert le feu sur les manifestants, car les soldats du 2^{ème} Régiment des Forces d'Intervention malgaches (2^{ème} RFI) d'Antsiranana, n'avaient pas pu arriver à temps dans la capitale.

Des officiers supérieurs des forces armées malgaches ont condamné « *les actes perpétrés par certains hommes en treillis et des mercenaires étrangers* » qui ont fait « *un usage disproportionné des armes* ».

Les forces de l'Emmonat sur lesquels les manifestants de la Place 13-Mai comptaient, ont finalement et malgré eux, déçu. Elles n'ont pas déployé les moyens intelligents et suffisants pour dissuader la foule de ne pas se lancer à l'assaut du palais, tenu par une garde présidentielle « *visiblement équipée de fusils à lunettes dotés de viseur à laser* » selon certains témoins.

Le ministre de la Sécurité intérieure Désiré Rasolofomanana a annoncé l'interdiction des rassemblements pour raisons de sécurité, indiquant : « *un mandat d'arrêt a été déjà publié pour arrêter ceux qui ont conduit la manifestation* ».

L'Onu veut que soient jugés les responsables des morts : la porte-parole du secrétaire général a appelé les autorités malgaches à « *mettre en oeuvre d'urgence un processus pour que tous les responsables soient traduits en justice* ».

Roland Ratsiraka : course de vitesse avec Andry Rajoelina ? Les actes de solidarité de Roland Ratsiraka envers les victimes et leurs familles ont anticipé à plusieurs reprises ceux d'Andry Rajoelina. Aucun conflit n'a été encore perceptible entre Andry Rajoelina et Roland Ratsiraka mais le comportement des deux hommes pourrait être révélateur d'une rivalité à terme.

Pour *La Vérité*, outre son goût immodéré du pouvoir et de l'argent, Marc Ravalomanana a désormais un autre point commun avec son ennemi intime, l'ancien président Didier Ratsiraka : sa garde présidentielle a tiré sur le peuple. Comme celle de l'Amiral en 1991. Marc Ravalomanana apparaît désormais comme un président un peu plus retranché dans son palais. *La Gazette* évoque la possibilité d'une saisine de la CPI.

9 février : la population est sous le choc, démission de la ministre de la Défense, tentatives de médiation et nouvel appel à la grève générale

Démission de la ministre de la Défense : Cécile Manorohanta, intellectuelle et universitaire, a annoncé dans un communiqué : « *En cette période de crise politique, je compatis et je soutiens moralement toutes les familles qui ont eu des décès* », assurant : « *en tant que mère je n'accepte pas cette violence. [...] Selon ce qui avait été convenu au niveau du gouvernement, les forces de l'ordre étaient censées protéger la population et ses biens* », ajoutant : « *alors, après tout ce qui s'est passé, je décide de ne plus faire partie de ce gouvernement à partir de ce moment* ». Pour *Reuters*, la démission de cette proche du président Ravalomanana intensifie la lutte pour le pouvoir. Après la récente série de limogeages d'officiers généraux à la tête d'unités des forces de l'ordre, c'est la première démission - liée à l'actuelle crise - enregistrée au sein du pouvoir. Son remplaçant, le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo, directeur de cabinet militaire auprès de la présidence, a été nommé aussitôt en Conseil des ministres.

Le calme est revenu à Antananarivo, la population, sous le choc, se recueille. Les abords du palais présidentiel étaient bouclés par d'importantes forces de police. La fusillade a profondément choqué les Tananariviens : lundi, plus de 5.000 d'entre eux se sont recueilli dans le calme sur la Place du 13-Mai, où étaient exposés les cercueils de 4 des victimes. La foule avait auparavant accompagné les cercueils dans une procession partie d'un gymnase jouxtant le stade municipal. Sur la Place du 13-Mai, des prières ont succédé aux cantiques diffusés par haut-parleurs, tandis que les photos de 8 victimes étaient placardées en hauteur.

Plusieurs corps toujours non retrouvés. Beaucoup de gens continuent encore à se rendre à la morgue du grand hôpital public HJRA pour rechercher l'un des leurs. « *D'autres corps sont cachés à Ambohitsoroitra. Pour couvrir leur sortie du palais, les éléments de la garde présidentielle ont tiré sur les manifestants qui se sont attardés à Antaninarenina. Ils ont, par la suite, ramassé les corps* », entend-on dire avec insistance. Rien ne permet d'affirmer ou d'infirmer cette information. Par contre, à entendre les divers avis de disparition annoncés sur les ondes, il est permis de penser que d'autres corps ont disparu. A l'hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona les centaines de blessés victimes des fusillades ont été pris en charge par l'équipe d'Andry Rajoelina.

90 % des tués, selon le médecin-chef de l'hôpital, ont été touchés dans la partie supérieure du corps, dont la tête ou le cou.

Au cours du rassemblement de ce jour, Andry Rajoelina a ordonné le renforcement de la pression et lancé un appel à la grève générale à partir du 10 février, avec nouveau meeting sur la Place du 13-Mai, où il annoncera la composition de son gouvernement de transition. Et de préciser qu' « *ils seront immédiatement placés à leur bureau respectif* ».

Rumeur ou réalité ? : Andry Rajoelina a affirmé sur la Place du 13-Mai avoir été victime d'une attaque de mercenaires sur la route-digue dans la nuit du 9 au 10 février. Il serait parvenu à semer ses poursuivants.

Marc Ravalomanana a reçu à nouveau le Ffkm : le président a consulté les dirigeants du Conseil sur la recherche de solutions en vue du rétablissement de l'ordre et de la paix sur le

territoire national. Son président, Monseigneur Razanakolona, s'est montré très évasif sur les pistes proposées, dans l'attente d'une concertation interne. Dans un communiqué il a déclaré : « *le Ffkm condamne la tuerie et l'incitation des gens à se faire tuer d'où qu'ils viennent et quels que soient les motifs. Il faut veiller à la protection des biens et des personnes* ».

L'émissaire de l'Onu veut «une solution pacifique et démocratique» : le sous-secrétaire général de l'Onu pour les Affaires politiques, Hailé Menkerios, arrivé à Madagascar le jour de la fusillade, a réclamé «une solution pacifique et démocratique» à la crise. Il s'exprimait lors d'un entretien avec le président Ravalomanana. Selon des propos attribués par la présidence à M. Menkerios, le chef de l'Etat a accepté «*le rôle du secrétaire général des Nations-unies Ban Ki-moon en tant que facilitateur*». L'émissaire a précisé que la demande de M. Ban sur le jugement des responsables de la mort des manifestants tués par la garde présidentielle visait «*les deux côtés*», régime et opposition.

L'émissaire a rencontré ensuite le maire destitué qui a exposé ses conditions pour engager un dialogue avec le pouvoir : mise en place d'un gouvernement de transition, organisation d'une élection anticipée et poursuite en justice de Marc Ravalomanana pour la fusillade.

Un dialogue se profilerait donc entre Ravalomanana et Rajoelina. Mais si ce dernier a déjà fait savoir ses conditions, le chef de l'Etat garde les siennes secrètes. Si l'acceptation d'une élection présidentielle anticipée apparaît comme une concession de la part de l'ancien maire d'Antananarivo, ce dernier compte insister pour « *qu'un éventuel scrutin anticipé soit organisé par des entités neutres et se fasse sous étroite observation des Nations unies* ».

Médiation de la COI : le ministre français de la Coopération, Alain Joyandet, a annoncé sa venue le 11 février, accompagné d'une délégation de « *haut niveau* » de la COI. La délégation sera conduite par le représentant des Comores, qui occupe la présidence tournante.

Maurice, membre de la COI, a appelé à une action concertée de la communauté internationale, a déclaré le ministre mauricien des Affaires étrangères, Arvin Boolell, pour qui la situation dans la Grande Ile reste délicate et peut exploser à tout moment, alors que les ambassadeurs des Etats-Unis et d'Allemagne n'ont pas été en mesure d'amener le président et l'ancien maire au dialogue. « *Maurice tout comme l'UA ne sont pas d'accord avec la prise de pouvoir par des moyens antidémocratiques* », a-t-il déclaré. Il a également condamné la fusillade de samedi. L'inquiétude gagnait les investisseurs mauriciens.

Médiation de l'UA : le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, a annoncé que l'ancien ministre ivoirien des Affaires étrangères, Amara Essy, se rendrait, en tant qu'envoyé de l'UA, à Antananarivo.

La presse malgache menacée ? Selon le site *TopMada*, plusieurs groupes de presse dont entre autres *Midi*, *Les Nouvelles*, *MaTV* et *Gazetiko* feraient l'objet de menaces de représailles et d'intimidations.

RSF a exprimé son émotion après la mort d'Ando Ratovonirina, jeune journaliste de 25 ans de Radio et TV Analamanga (RTA), tué d'une balle dans la tête alors qu'il s'appêtait à réaliser l'interview du général Dolin.

« **Cynisme mortel** » titre **Le Monde** : « *L'un des pays les plus pauvres du monde est dans la tourmente : Madagascar. La Grande Ile n'en avait pas besoin. Lancé à l'assaut d'un pouvoir impopulaire mais élu, confronté à une baisse d'intensité de son mouvement, Andry Rajoelina n'a trouvé qu'une issue : envoyer la foule de ses partisans à la mort.* » Et de dénoncer sa « *stratégie du casse-pipe* » : « *Le maire, qui s'est gardé de participer au défilé, ne pouvait ignorer ce qui allait se*

passer lorsque la foule franchirait la "zone rouge" bordant le bâtiment présidentiel. Il savait que l'armée et la police étaient restées fidèles au président Marc Ravalomanana, et se souvenait que l'histoire malgache a été jalonnée de répressions aveugles. En 1991, le président Didier Ratsiraka avait fait tirer sur les "marcheurs de la liberté", causant des dizaines de morts dans des circonstances analogues. [...]]La décision du maire de forcer le destin est d'autant plus cynique qu'elle est intervenue à un moment où semblait s'ébaucher un dialogue. Le drame risque de rendre difficile toute discussion entre un pouvoir crispé et une opposition révoltée par le bain de sang. Il risque d'entraver l'ouverture d'un véritable débat sur les dérives d'un président businessman qui confond le pays qu'il dirige avec les entreprises qu'il possède ».

10 février : mobilisation plus réduite, nomination des premiers membres du « gouvernement de transition », prise de position de la FIDH

Quelques 5.000 à 10.000 personnes se sont rassemblées sur la Place du 13-Mai ; la réunion qui s'est tenue dans le calme, marquait un certain essoufflement.

Le « Premier ministre de transition » Monja Roindefo, a annoncé la désignation de 4 « ministres » (Sécurité intérieure, Décentralisation et aménagement du territoire, Intérieur, Finances). Le ministre de la Sécurité intérieure est le général Rakotoharimihantaharizaka, issu du corps de la police nationale et ancien sénateur Tim. Benja Razafimahaleo, frère de Herizo Razafimahaleo, ancien ministre de Didier Ratsiraka, homme politique respecté récemment décédé, a été nommé ministre des Finances. Il est membre du Bureau du Leader Fanilo et opérateur économique membre de plusieurs réseaux d'entrepreneurs. Monja Roindefo a indiqué que son « gouvernement » serait complet d'ici la fin de la semaine et qu'il serait au travail lundi. Il s'agirait d'un gouvernement de nature technique composé de jeunes politiciens, et respectant le principe de l'équilibre régional, un pilier de la stabilité politique du pays depuis trois régimes mais ignoré complètement par celui de Marc Ravalomanana. Beaucoup se demandaient comment Roland Ratsiraka avait pris la nomination de Monja Roindefo, son rival, à la tête du gouvernement de transition.

La foule s'est dispersée dans le calme, au soulagement de nombreux Tananariviens qui craignaient que M. Roindefo n'appelle les manifestants à aller installer les nouveaux ministres dans les ministères.

Faisant preuve de sagesse, Andry Rajoelina a appelé à une nouvelle opération « ville morte » le lendemain, jour retenu par les partisans de Marc Ravalomanana pour une contre-manifestation au stade de Mahamasina. Des proches du maire déchu ont condamné de prime abord ce rassemblement non autorisé par la commune et la HAT, mais Michèle Ratsivalaka et Andry Rajoelina, ne s'y sont finalement pas opposés. La préfecture de police a également donné son accord, mais le Pds s'y est refusé, pour des raisons inconnues. Cette autorisation n'a pas été du goût des manifestants de la Place 13-Mai. Selon plusieurs témoignages, les *Tgvistes* auraient lancé des menaces contre les personnes qui iraient à ce meeting.

La manifestation de soutien au président voudrait mobiliser ceux qui n'acceptent pas les méthodes du camp Tgv. Le Tim a insisté pour que « la majorité silencieuse puisse s'exprimer car elle veut vivre en paix et retrouver le calme et la sérénité. »

Journalistes : dans les régions, les représentants de Rnm et de Tvm se sont inquiétés d'avoir reçu des menaces de mort pour avoir diffusé des communiqués du pouvoir.

Le Conseil de protection des journalistes basé à Washington a demandé à l'Etat malgache l'ouverture d'une enquête sur l'affaire.

Poursuite des responsables des fusillades : 3 jours après le « samedi noir », aucune incrimination n'a été formalisée à l'égard des responsables des violences, malgré les déclarations du gouvernement

Un nouveau chef d'État major des armées : en conseil des ministres, Marc Ravalomanana a nommé un nouveau chef d'État major, le Général de Brigade Rasolomahandry Edmond . Depuis le début de la crise, plusieurs hauts responsables de la grande muette ont été remplacés ou limogés. Seule la police nationale n'a pas été touchée.

D'autres démissions au gouvernement ? L'agence vaticane *Fides* a indiqué dans une dépêche : « selon certaines voix, la démission de la Ministre de la défense serait seulement un début et dans les prochaines heures il y aurait d'autres démission de ministres. [...] La Ministre de la Justice, Bakolalao Ramanandraibe Ranaivoaharivony, a aussi présenté sa démission ».

Nadine Ramaroson, Secrétaire générale du Conecs lâche le Tgv : au côté d'Andry Rajoelina lors de son auto proclamation du 31 janvier, elle a pris ses distances pour ne pas participer à « la lutte des places ». Elle a jugé qu'elle devait s'engager « pour la défense des libertés ».

L'Onu d'accord pour superviser un dialogue entre les deux parties : le président et le maire déchu se seraient mis d'accord ce jour pour mettre un terme à la violence qui sévit dans le pays et auraient affirmé leur détermination à engager un dialogue sous l'égide de l'Onu. Ils auraient aussi décidé de résoudre leur différend de « manière pacifique ». Ban Ki-moon a déploré les violences et le manque de retenue de toutes les parties, qui ont conduit à cette tragédie, et a prié les autorités de Madagascar de poursuivre en justice les responsables de ces événements tragiques. Il a également appelé toutes les parties concernées à résoudre leurs différends par des moyens pacifiques et démocratiques et par l'exercice responsable de leur leadership.

L'apaisement semble être désormais le maître mot des deux protagonistes de la crise, alors que la communauté internationale multiplie les initiatives. Dans ce contexte, l'envoyé spécial de l'Onu a décidé de prolonger sa mission. Sans doute a-t-il été encouragé par l'accord qu'il a décroché des deux protagonistes sur le principe d'une sortie de crise négociée. Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina devraient également faire part de leurs bonnes intentions lors de leur rencontre avec l'émissaire de l'UA attendu prochainement ou encore avec le secrétaire d'Etat français Alain Joyandet qui confirme sa venue le 11. La présidence a diffusé un communiqué annonçant que sa propre délégation en vue d'un dialogue a déjà été nommée.

Le Pcf a exprimé son inquiétude et son émotion face aux graves événements en cours à Madagascar. Il souligne que « les tensions et les manifestations témoignent des colères et des attentes populaires face à la pauvreté, à l'injustice, à la corruption... [...] La France et l'UE doivent se refuser à toute ingérence mais contribuer immédiatement et dans la durée à ouvrir au peuple malgache une perspective positive en s'engageant à répondre aux besoins de développement, de coopération ».

Un collectif international de scientifiques « condamne et s'indigne » : dans un communiqué il a déclaré : « Cette situation est au-delà de la démocratie et entraîne dans une spirale le pays tout entier vers une crise politique, humanitaire et économique sans précédent. Les deux protagonistes doivent trouver la voie de la négociation afin d'arrêter ce conflit. [...] Notre peuple ne mérite plus de continuer à souffrir depuis 37 ans »

Le Figaro a rappelé que dans cette affaire « la France marche sur des œufs. Dans la Grande Ile, l'ancienne puissance coloniale a beaucoup perdu de sa superbe même si elle reste le premier partenaire commercial de Madagascar et le premier bailleur de fonds multilatéral à travers l'UE. Les relations entre Paris et le président sont houleuses depuis le premier jour. Lors de la crise de 2002, l'ex-métropole avait soutenu jusqu'au bout le président sortant et battu, Didier Ratsiraka. La visite de Jacques Chirac à Antananarivo en juillet 2005 n'avait scellé qu'une réconciliation de façade. Et, l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée n'a pas vraiment changé la donne. La présence de 20.000 citoyens français pousse cependant à la prudence. «C'est une bonne chose, car Paris, soupçonné de manipulation dans le sens de ses intérêts, suscite la défiance du peuple», précise l'universitaire Jean-Eric Rakotoarisoa ».

La Fidh pour la création d'une Commission internationale d'enquête indépendante sur les violations des droits de l'Homme et des peuples commises depuis le début de la crise à Madagascar. Cette Commission sera dirigée par la Commissaire de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples en charge de Madagascar. La Fidh a appelé les protagonistes de la crise au calme et à entamer un dialogue sous l'égide de l'UA et des Nations unies pour parvenir à un accord politique conforme à la légalité, fondé sur le respect des droits de l'Homme. Elle a appelé les autorités judiciaires malgaches à ouvrir une enquête sur les agissements de la garde présidentielle et, le cas échéant, poursuivre et juger les individus responsables de graves violations des droits de l'Homme. La Fidh a notamment écrit : *« L'usage de la force par la garde présidentielle était manifestement disproportionné et donc contraire aux dispositions de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatives au droit à la vie et à l'intégrité physique, et au droit de réunion. [...] La Fidh demande à la présidente de la CADHP de réagir publiquement sur la crise à Madagascar en condamnant les violations des droits de l'Homme et rappelant les dispositions de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et les dispositions de l'Acte constitutif de l'Union africaine et de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, qui interdisent toute prise de pouvoir par des moyens anticonstitutionnels ».*

11 février : imposante contre-manifestation du Tim, démarrage des négociations sous l'égide de l'Onu et début de la mission de la COI

Le fil des évènements : le rassemblement organisé par le Tim au stade de Mahamasina a débuté par un culte œcuménique. Les gradins, d'une capacité de 30.000 places, étaient insuffisants pour contenir la foule que certaines sources estimaient à 40.000 voire 50.000 personnes. Un Service d'ordre de 5.000 personnes protégeait les abords. Une dizaine de membres du gouvernement étaient présents, conduits par le Premier ministre, ainsi que des députés. Des artistes de renom (Samoela, Mahaleo...) se sont produits.

Des journalistes sur place ont affirmé avoir reçu des menaces et des intimidations.

Le président du Sénat a lu un message du président Ravalomanana qui a déclaré : *« Ma priorité c'est de remettre le plus tôt possible la paix et la sécurité dans le pays, plus précisément dans la capitale. [...] Je rassure tous les peuples malgaches que je vais respecter à la lettre la Constitution. Je vous promet que je ne vous laisserai pas seuls ».* Le président a aussi appelé son peuple à respecter *« la vertu ancestrale malgache, la solidarité et respect mutuel ».* Pour le président, ce rassemblement est *« l'expression [...] d'une majorité restée jusqu'ici silencieuse [...] afin de montrer qu'il y a une masse importante de la population qui se désolidarise totalement de toute forme d'anarchie ».* Un journaliste de la presse étrangère a affirmé avoir été impressionné par la *« ferveur de la foule malgré les averses ».* Avant de se disperser, la foule a scandé à plusieurs reprises *« Arrêtez Tgv, Arrêtez Tgv ! ».*

Pendant ce temps, la capitale tournait au ralenti à l'appel du maire destitué : peu d'élèves dans les écoles et beaucoup de magasins fermés.

Assidu ironise : « Un show artificiel, 25.000 Ar par tête pour «blanchir» Ravalomanana ? »
« Les organisateurs n'ont pas lésiné d'efforts et de moyens pour essayer de remplir le stade, quitte à déboursier des sommes colossales afin de motiver les gens à venir sur place. [...] Des témoignages sont arrivés en cascade au QG d'Andry Rajoelina pour démasquer les pratiques du vieux temps, entreprises par le Tim afin de remplir le stade. Outre des gens de certains quartiers de la capitale, on a transporté des personnes provenant de la périphérie d'Antananarivo et de localités plus lointaines moyennant une somme de 10.000 à 25.000 Ar par tête ». La Vérité dénonce également ces pratiques, insistant sur l'attractivité d'un « spectacle à accès... rémunéré ». Toujours selon Assidu, beaucoup de gens « invités » à participer à la manifestation du Tim se sont déclarés mécontents d'avoir reçu de faux billets de banque de la part des organisateurs. D'autres protestaient pour ne pas avoir reçu le solde de la somme convenue.

Dans Le JT de 20 H de France 2 du 13 février, le dossier « Grand format », consacré à la situation politique de la Grande Ile a montré la longue file de jeunes gens venant se faire payer pour de la figuration au stade de Mahamasina. Ces quelques plans ont ridiculisé le pouvoir aux yeux du monde. La démonstration présidentielle était destinée aux médiateurs internationaux présents dans la capitale. Elle devait prouver la popularité du chef de l'Etat. La supercherie fut découverte. TV5 a rapporté elle aussi ces scènes, montrant des billets de banque tout neufs utilisés pour payer des personnes pour qui la présence au stade était devenue un gagne-pain.

Les réactions et états d'âme de l'armée sont attentivement observés : le ministre Tgv de la Sécurité intérieure a révélé l'existence d'un collectif d'officiers de l'armée acquis à la cause d'Andry Rajoelina et qui serait prêt à rejoindre son équipe. Ce collectif devait désigner ce jour un ministre de la Défense, dont le nom serait dévoilé le 14.

Des sous-officiers se sont mobilisés pour condamner la tuerie d'Ambohitsorohitra et faire part de leur inquiétude de tomber à nouveau dans une situation similaire à celle de 2002 qui avait provoqué la scission de l'armée. Et de souligner qu'ils sont issus de la population et « ne sont pas là pour tuer leurs compatriotes ».

Dépôt de plainte contre les auteurs de la fusillade : l'association « Sakaizan'ny Lalàna sy Fahalalahana » (ASLF ou association des amis de la loi et de la liberté) a intenté une action en justice contre les auteurs de la fusillade d'Ambohitsorohitra et leurs commanditaires.

Les familles des disparus demandent l'ouverture d'une enquête.

Une pétition a été lancée dans tout le pays par le président de la HAT, qui déclare que « cette pétition sera remise au juge international et devant les juridictions nationales ».

Amorce de négociations : une réunion préparatoire des représentants diplomatiques et du Ffkm s'est tenue à l'Episcopat sous l'égide de l'Onu. Le camp Ravalomanana a exigé comme préalable l'arrêt des manifestations sur la Place du 13-Mai. Aucune date n'a été avancée pour le retour à la table de négociation. L'ambassadeur des Etats-Unis, Niels Marquardt, a assisté à la séance d'ouverture et s'est dit « prudemment optimiste ».

Le pouvoir refuse de considérer la crise actuelle comme « politique » : il évoque une « crise urbaine ». Il s'agirait d'un phénomène socio-économique, circonscrit au milieu urbain, selon Marcel Ranjeva, ministre des Affaires étrangères. C'est le message qu'il a voulu faire passer aux membres de la délégation de la COI. A l'entendre, le gouvernement a fait des réalisations qui ont porté leurs fruits dans le milieu rural. « Mais les efforts ne sont pas suffisants », a-t-il soutenu, pour évoquer l'absence d'impact en milieu urbain. Marcel Ranjeva « rapproche la crise actuelle à celle qui s'est passée en Grèce ». Mais il a reproché à Andry

Rajoelina d'exploiter « une frange de la population » pour réaliser un « coup de force caractérisé » soutenu par une « campagne de désinformation à vaste échelle ».

Le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA a exprimé toute sa préoccupation face à la situation actuelle à Madagascar, après en avoir été informé « tardivement ».

Paul Vergès, président de la Région Réunion a appelé la population de son île à s'unir pour apporter sa contribution à la baisse de la tension à Madagascar. « Tous les pays de la région sont en effet concernés par ce qui se déroule dans la Grande île », affirme-t-il. Il note que cette offre de service pourrait être accueillie favorablement par l'île sœur. « Il faut passer au-dessus de toutes nos différences : un peuple est en danger, un peuple qui a généré une grande partie de notre population actuelle », poursuit Paul Vergès.

Sur Facebook, près de 1.500 personnes ont déjà rejoint le groupe « Rassemblement pour la paix » prévu au Trocadéro à Paris le 14 février. Manifestation qui se veut apolitique, sans slogan ni banderole.

Analyse du site Sobika : le mouvement d'Andry Rajoelina dans l'impasse ? « Le comité de soutien à Marc Ravalomanana a réussi sa démonstration de force. Entre 30.000 et 40.000 personnes sont venues soutenir l'action du président malgré une pluie continue. Cette démonstration de force peut faire pencher dans la balance dans le cadre des négociations engagées avec Andry Rajoelina sous l'égide de l'Onu notamment. Que va faire Andry Tgv maintenant ? Va-t-il maintenir ses exigences comme un gouvernement de transition pour des élections anticipées à moyen terme ? Va-t-il continuer à former son gouvernement sous sa "haute autorité pour la transition" ? Il avait dit qu'il irait jusqu'à la victoire finale, donc on ne peut pas remettre en cause sa détermination. Mais désormais, il sait que le camp d'en face n'est pas aussi démuni que cela. Mais son plus gros souci aujourd'hui est de convaincre au-delà de son mouvement. Si au début, la ferveur était grande, le soufflet est retombé. Les appels à grève générale vont à l'encontre de ce que veut la population de Tana, c'est à dire travailler pour gagner sa vie. Idem pour les appels à ville morte. Ces actions n'ont pas contribué à développer son mouvement et encore moins à le faire comprendre ».

Analyse de Bruno Rakotoarison, Secrétaire général du Kmf/Cnoe dans le quotidien « la Croix » : « Depuis longtemps, nous avons dénoncé le mélange entre pouvoir politique, pouvoir économique et religion. À la longue, le citoyen n'arrive pas à comprendre cette situation. Le fait que les entreprises du président aient été les premières visées par les pillards est un indicateur très significatif. La redevabilité du gouvernant vis-à-vis du gouverné, c'est le principe même de la démocratie. Pour autant, une auto proclamation n'est pas la solution. Nommer un gouvernement alternatif, qui n'est d'ailleurs pas fonctionnel, complique encore la situation. Depuis quelques années, l'engagement partisan de certains responsables ecclésiastiques et la confusion entre religion et État – le président Ravalomanana étant vice-président de l'Église réformée – a fait perdre aux Églises une partie de leur crédibilité. Normalement, elles devraient jouer un rôle important pour que la crise soit réglée "entre nous", selon notre sagesse nationale. Si cet affaiblissement donne plus de poids à une médiation internationale, celle-ci doit se faire dans la transparence, en tenant la population informée de ce qui se négocie. »

12-13 février : Le doute s'installe dans le camp d'Andry Rajoelina et les négociations sont en cours avec une nuée de médiateurs

Le doute semble s'être installé dans le camp d'Andry Rajoelina suite à la démonstration du camp adverse. Les pro-Tgv sont apparus frustrés et ont inondé les ondes de menaces et d'intimidations, alors même que les médiateurs ont appelé à ne pas surenchérir davantage et à dialoguer. Selon Tribune, « ce sont la liberté de circulation, la liberté d'entreprise, la liberté de

pensée, la liberté de réunion, la liberté de fréquentation ou encore la tolérance qui sont remises en cause par ces actes ». Analyse confirmée par l'ambassadeur des Etats-Unis qui a mis en cause les deux camps, déplorant que des personnalités fassent l'objet d'une sorte de « *terrorisme psychologique* » à travers des appels téléphoniques ou des SMS menaçants.

Le mouvement s'est durci et est entré dans une logique « *jusqu'au boutiste* » qui faisait craindre de nouveaux affrontements. L'opinion publique commençait à estimer que le maire déchu ne parviendrait pas par le dialogue à justifier l'illégitimité du président et à atteindre son objectif final, la chute de celui-ci.

Pour qui roule Tgv ? Nombreux sont ceux qui pensent que d'autres forces, plus puissantes, sont à l'œuvre derrière les leaders de l'opposition. Pour certains, « *Il y a des politiciens du passé, ceux qu'on appelle les dinosaures, qui sont se sont probablement investis dans ce mouvement, et on ignore d'où vient cet argent. La violence engendrée par ce mouvement pourrait être de longue durée. Quelques semaines à peine ont suffi à anéantir le travail accompli pendant de nombreuses années pour que Madagascar puisse attirer les investisseurs. Selon certaines estimations, il faudra compter entre 6 et 10 ans pour que l'économie s'en relève totalement* »

Les acteurs de la médiation se sont réjouis de l'entame des négociations : les deux camps se seraient déjà rencontrés à 2 reprises en toute discrétion. Des discussions avaient déjà eu lieu le 6 février, à la veille de la manifestation réprimée dans le sang. « *Nous lançons un appel à tous ceux concernés de ne plus porter les questions politiques dans la rue, de suspendre toute démonstration de force et de s'orienter vers une structure représentative de dialogue*», a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis. Il a souhaité aussi que les parties s'abstiennent de tous propos sur les ondes qui iraient dans le sens de la surenchère et nuiraient au climat des négociations.

Le dialogue politique engagé est en bonne voie, selon Alain Joyandet, qui a fait preuve d'un optimisme prudent lors de son départ. « *Le président nous a indiqué qu'il était ouvert pour ce dialogue [...] Je crois qu'il a ressenti le malaise qui traverse le pays. [...] Notre message est clair : l'ordre constitutionnel et le refus de violences, et aussi l'appel au dialogue* » a-t-il conclu. « *Ces négociations sont conduites par les représentants des Eglises, qui sont très importantes ici*», a-t-il précisé. « *Il y a un mandat d'arrêt qui a été lancé contre le maire d'Antananarivo, [...] le président a indiqué qu'il était prêt à en revoir le fondement. [...] De son côté le maire a pris l'engagement de ne pas marcher sur les ministères avec la foule au risque de faire à nouveau des émeutes et des morts* », a poursuivi M. Joyandet. « *A l'issue de cette dernière rencontre, le chef de l'Etat a indiqué avoir entendu le souci d'améliorer le sort, sur le plan social et économique, de la population malgache. Et c'est important pour que cette crise prenne fin* », a jugé M. Joyandet.

Interrogé sur la banderole brandie par les partisans du président Ravalomanana, lors du meeting au stade de Mahamasina, invitant les Français à quitter la Grande Ile, M. Joyandet a minimisé l'incident puisqu'elle « *n'est pas représentative des sentiments du peuple malgache à l'endroit de la France et des Français* ». D'ailleurs, a-t-il ajouté, « *le gouvernement malgache a déjà exprimé ses regrets* ».

Un ambassadeur de France serait désigné très bientôt, après plus de 8 mois de vacance du poste.

Marc Ravalomanana, a reçu l'ancien Président intérimaire de la Commission de l'UA, Amara Essy. Celui-ci a donné l'impression d'avoir jeté l'éponge, réitérant qu'il s'agissait d'un « *conflit interne entre un président élu et son opposant* », et qu' « *il appartient aux Malgaches de régler un problème interne. [...]*» Nous sommes là pour les assister et voir comment on peut faire pour aider les uns et les autres », pour que « *le Fihavanana puisse prévaloir et qu'on puisse trouver la solution à ce conflit. [...] J'ai dit au président que vu la situation, il y a certainement des concessions à*

faire ». Par ailleurs, selon M. Essy, « Madagascar a joué un rôle important au sein de l'UA », raison pour laquelle l'accueil du prochain Sommet devra lui être attribué.

Alors que certains s'inquiétaient d'un risque de concurrence entre les médiations, qui pourrait se révéler contre-productif, le ministère français des Affaires étrangères a affirmé que « ce dialogue doit s'appuyer sur les acteurs internationaux qui peuvent peser : les Nations unies, les envoyés de l'UA et de la Sadc, et la mission de la COI dont la France fait partie. [...] Il existe d'ailleurs déjà une concertation à Madagascar, à laquelle participe l'ambassade de France. Il n'est absolument pas question de commencer à entrer dans les compétitions de médiation. Ce n'est pas l'objectif ».

Nomination de 4 nouveaux ministres du « gouvernement de transition » : malgré l'entame du dialogue, des manifestations de sympathisants d'Andry Rajoelina ont encore eu lieu durant ces deux jours sur la Place du 13-Mai avec un succès mitigé. Au cours de ces meetings ont été révélés les noms de 4 nouveaux ministres du « gouvernement de transition » (Affaires étrangères, Commerce, Justice et Eaux et Forêts). Ny Hasina Andriamanjato s'est vu attribuer le poste des Affaires étrangères. Il restait encore une vingtaine de départements sans titulaires, dont le poste clé de la Défense qui semble faire l'objet de délicates tractations au sein d'une armée dans l'expectative.

Quelques jours après sa nomination, le ministre des Finances du « gouvernement de transition » a lancé un appel à tous les responsables des banques centrales, de l'agence comptable du Trésor ainsi qu'au personnel des Dépenses engagées pour leur demander de « protéger l'argent public ». Il a également donné ordre aux agents des douanes de faciliter les procédures de dédouanement des PPN pour éviter la flambée des prix.

« Tout ce que nous cherchons en ce moment, c'est la voie de la légalité. Pour l'instant, nous avons la légitimité », a déclaré M. Rajoelina, qui a annoncé que des « élites malgaches venant de l'étranger » allaient venir pour faire partie du « gouvernement de transition ».

Il a annoncé qu'on lui avait proposé, via sa mère et sa femme, une somme de 2 milliards Ar pour s'exiler, le pouvoir devant coûter ce qu'il coûte accueillir le sommet de l'UA en juillet.

La capitale a retrouvé le calme et on a noté une reprise plus nette des activités malgré le climat d'insécurité ambiant.

Intimidations à l'encontre du pasteur Lala Rasendrasahina, président de la FJKM : des échanges de coups de feu se sont produits de nuit à son domicile, entre ses agents de sécurité et des agresseurs. Cet homme est un élément clé du dialogue amorcé entre les protagonistes de la crise. Au cours de leurs contacts, les deux parties ont convenu de cesser toute menace et toute intimidation à l'endroit des entités religieuses et des dirigeants religieux, et de mettre fin au « terrorisme ».

Echec de la requête en sursis à exécution de l'arrêté de nomination du Pds : la requête de Michèle Ratsivalaka devant le Conseil d'Etat a été déclarée irrecevable. La demande de sursis à exécution ne devait pas avoir lieu car l'arrêté ministériel est déjà appliqué, tel est le motif principal évoqué par le Conseil d'Etat. Mais en statuant sur la requête demandant le sursis à exécution de l'arrêté, la décision des juges n'a pas été décisive sur le sort des deux administrateurs provisoires. Cet arrêt ne détermine pas laquelle des deux parties détient légalement le pouvoir de siéger à la tête de la commune. Guy Rivo Randrianarisoa et Michèle Ratsivalaka, en vertu des textes sur lesquels ils se basent, peuvent encore prétendre qu'ils ont le pouvoir de diriger la commune d'Antananarivo. En effet, en statuant que « la demande de sursis à exécution de l'arrêt ministériel portant nomination de Guy Rivo Randrianarisoa n'a pas lieu

d'être étudiée», les juges n'insinuent pas la destitution de Michèle Ratsivalaka en tant que maire par intérim et de confirmer la direction de la mairie au Pds. Les résultats de la requête en annulation de cet arrêté ministériel détermineront le sort de Guy Rivo Randrianarisoa et de Michèle Ratsivalaka

Le Pds a demandé aux employés communaux de reprendre le travail. Il a appelé tous les adjoints au maire à effectuer une passation avec la délégation spéciale au plus tard le 16 février.

Dans l'attente de ce jugement, Guy Rivo Randrianarisoa et la maire désignée par Andry Rajoelina s'étaient rencontrés et avaient convenu que chaque partie pouvait donner des ordres aux employés municipaux si c'est pour le bien de la ville.

En province, des troubles ont été signalés à Toliara : des groupes de jeunes issus des quartiers périphériques ont tenté de saccager les dépôts de riz, dont ceux de Magro et d'un député, ainsi que des boutiques appartenant à des indo-pakistanaïens. Selon *Les Nouvelles*, les pillards seraient de ceux qui «*n'ont pas eu leur part*» lors des pillages du 27 janvier où 21 personnes ont péri. Des militaires ont tiré sur des pillards, faisant 8 morts et des dizaines de blessés. 34 personnes ont été interpellées.

A Antsiranana le mouvement de contestation semblait prendre de l'ampleur. Des milliers de personnes ont afflué vers la Place du 13-Mai.

Antalaha a été décrétée «*ville morte*» par les Tgvistes.

Le CICR a envoyé du matériel médical d'urgence : un avion cargo a été affrété pour acheminer du matériel médical depuis Nairobi. Il s'agit de kits pour le traitement de blessés de guerre. «*La situation est inquiétante*», a déclaré un chirurgien du CICR arrivé sur place.

Communiqués des évêques catholiques de l'océan Indien et de France : Les autorités catholiques des îles de l'océan Indien ont écrit une lettre aux évêques de Madagascar pour leur témoigner leur soutien. Les évêques de France se sont associés aux «*efforts incessants de médiation pour le retour au dialogue et à la paix sociale*» des évêques de Madagascar.

Vive inquiétude de la Conférence épiscopale : «*Les efforts de médiation pour trouver une solution sont bloqués. On craint une guerre civile entre Malgaches*», a fait savoir le communiqué de la Conférence épiscopale. L'instance suprême de l'Église catholique a affirmé «*que les discussions et l'entente font partie des valeurs malgaches pour trouver la justice et non la tuerie et la chasse à l'homme*». Elle réclame en même temps «*l'arrêt des discours et palabres inutiles*». «*L'intérêt supérieur de la Nation devrait être la base de toutes les discussions*», a tenu à souligner le Conseil, qui a fermement condamné la tuerie d'Ambohitsorohitra et a réclamé la mise en place d'une commission d'enquête internationale et indépendante.

La Fédération Protestante de France a lancé un appel à la paix, déclarant partager, avec l'Église protestante malgache en France son inquiétude au sujet de la crise que traverse Madagascar. Elle a encouragé tous ceux qui s'engagent pour la réconciliation nationale et la justice sociale à Madagascar.

Mise en garde du président de l'UA, Jean Ping : il a exhorté toutes les parties à s'abstenir de toute action qui pourrait compromettre le retour au calme. Il s'est dit très préoccupé par les déclarations récentes des protagonistes concernant la journée du lundi 16.

Pétition anti-Tgv du « Collectif d'Amis, de Sympathisants et de Malgaches issus de la diaspora » : le site *Afrik.com* a publié la pétition de ce Collectif qui dénonce un «*mouvement anti-démocratique concocté de longue date par une minorité de politiciens dont les membres de*

L'ancien régime Ratsiraka pressés de reprendre le pouvoir en bafouant la Constitution et en dérogeant aux lois, en vue d'un Coup d'Etat. [...] Une bonne partie des personnes, qui ont payé de leur vie une marche de plus pour l'accession de Tgv et des dinosaures politiques au pouvoir, ignoraient réellement les intentions de leurs leaders. [...] Nous condamnons la mauvaise gouvernance du régime actuel, le manque de transparence dans certains dossiers de l'Etat et l'absence de la liberté d'expression. [...] Oeuvrons ensemble pour la préparation d'une élection libre et démocratique en 2012. Donnons-nous la main pour trouver la personne pleine de sagesse et dotée d'intelligence capable de nous rassembler et de remettre Madagascar sur la voie du développement ».

A la veille de nouvelles manifestations des deux camps, le samedi 14, les négociations : semblaient dans l'impasse. Andry Rajoelina a déclaré qu'il refusait de dialoguer avec Marc Ravalomanana alors que les médiateurs internationaux ont exprimé quelques heures plus tard leur confiance dans la volonté des deux rivaux de négocier.

Sur la Place du 13-Mai, le maire déchu a en effet annoncé qu'il ne pourrait pas dialoguer avec les « assassins » et les « coupables de détournements de deniers publics ». La délégation de la COI a déclaré de son côté qu'elle considérait comme « particulièrement encourageants » les propos que les protagonistes ont tenus lors des entretiens avec elle. Le ministre de l'Intérieur du « gouvernement de transition » a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un « refus », mais d'une « réserve », précisant : « Le maire ne refuse pas de dialoguer, mais il a dit que c'est difficile de dialoguer avec un pouvoir sanguinaire qui a fait le carnage de son peuple souverain le 7 février. [...] Si vraiment la COI dit que c'est résolu, il faut qu'elle réussisse à convaincre le président à poser sa démission ». Andry Tgv a accusé les pro-Ravalomanana de n'avoir aucune volonté de négocier. A preuve, a-t-il évoqué, « la présence des éléments cagoulés à quelques mètres de l'épiscopat, dont la mission est d'arrêter nos représentants, à savoir le Premier ministre de la transition et quelques membres de son gouvernement ». Il a exigé que le président Ravalomanana soit traduit en justice pour l'effusion de sang, avant la mise en place d'un gouvernement de transition et l'organisation d'une élection nationale. La HCJ sera mise sur pied pour juger le président de la République, a promis son « ministre de la Justice ». Le maire déchu a promis également « un grand déballage » des fraudes perpétrées par le groupe Tiko durant ces dernières années.

Monja Roindifo a suspendu la nomination des membres de son gouvernement, justifiant cette pause comme étant une concession accordée à une requête formulée par les médiateurs internationaux. Les nominations devaient reprendre le 14. Il a porté à la connaissance du public qu'Andry Rajoelina disposait déjà d'un cabinet militaire tout comme il dispose d'un secrétaire général à la Défense. La désignation de son ministre de la Défense est annoncée pour le 14.

Le représentant de l'UA, qui a quitté la Grande Ile le 12 février, a proposé l'élargissement des discussions à d'autres acteurs politiques.

Pour les observateurs, après trois jours de discussions houleuses, les rencontres sont au point mort, aucune avancée n'a été enregistrée dans la résolution de la crise.

La COI serait favorable à l'organisation d'une élection anticipée : « Il ne faut pas ignorer qu'il y a un président élu par la voie des urnes. Il faut respecter ce suffrage universel et la voix du peuple », a laissé entendre le chef de la délégation de la COI, qui a tenu à re-affirmer que sa mission s'associe pleinement aux initiatives prises par les Nations unies, l'UA et d'une manière générale par la communauté internationale.

Samedi 14 : des manifestations parallèles à haut risque qui se sont déroulées dans le calme. Le maire déchu complète son « gouvernement de transition » et prépare la prise des ministères mais son camp est menacé par l'essoufflement et les scissions.

Les deux camps se sont mobilisés de nouveau mais Andry Rajoelina n'a pas fait le plein : traditionnel rendez-vous du samedi pour Andry Rajoelina qui a réuni ses troupes sur la Place du 13-Mai mais pour la première fois se tenait parallèlement un meeting des partisans du président Ravalomanana dans le stade municipal de Mahamasina, en sa présence. Deux endroits distants d'à peine un kilomètre. Cette fois-ci, les deux manifestations se sont déroulées pacifiquement, en dépit des risques d'affrontement. Andry Rajoelina était intervenu la veille à la TV : « *Je lance un appel au commandant de l'EMMO/Nat afin qu'il mette en place des dispositifs de sécurité entre les deux manifestations, pour éviter un bain de sang* », a-t-il exigé, en faisant allusion au général Gilbain Pily, premier responsable de l'Etat-major mixte opérationnel. Le Pds a confié qu'aucune des deux parties n'avait été autorisée à tenir de réunion publique. « *Mais comme nous sommes actuellement en période de promotion de la démocratie, laissez-les s'exprimer* », avait-t-il dit.



Le stade de Mahamasina était complet et la foule occupait également la pelouse. Marc Ravalomanana est venu pour la première fois s'adresser à la foule depuis le début de la crise. Il a fait un discours plutôt serein malgré la ferveur de ses partisans qui le pressaient d'arrêter Andry Rajoelina. Le président a préféré parler de « *malentendus* » qui mineraient actuellement le pays. Il a appelé au dialogue « *pour que Madagascar reprenne sa marche en avant* ». Et il a affirmé qu'il « *écoutait tout ce qui se disait actuellement* ». Un petit signe d'ouverture pour quelqu'un que l'on dit imperméable à toute critique ou toute remise en question. « *Je suis président de la République et je tiens à le rester jusqu'à la fin de mon mandat [décembre 2011] ; tout problème à Madagascar peut se régler par la discussion; nous allons tout faire pour rétablir la paix dans le pays et oeuvrer au redressement économique* », a lancé le chef de l'Etat. Des artistes de renom étaient à nouveau présents, dont le célèbre Mahaleo Zandriny.

Le président s'est engagé à nommer une commission d'enquête indépendante, avec l'accord (acquis) des Nations unies, par l'intermédiaire du Pnud et de la communauté internationale, pour éclairer l'affaire de la fusillade du 7 février.

La reconstruction rapide du pays et la poursuite de son développement sont dans son programme immédiat. La méthode de travail HIMO sera étendue à tout le pays pour lutter contre la pauvreté, éradiquer l'insécurité alimentaire et assurer la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales afin de permettre à la population d'accéder à de meilleurs services dans plusieurs domaines comme l'éducation, la santé, les pistes, l'adduction d'eau.

Le maire destitué a moins mobilisé ce samedi que le 7 février, réunissant environ 10.000 personnes sur la Place du 13-Mai. Comme annoncé, il a nommé ses « *ministres* » de la Défense et du Tourisme et Culture, qui s'ajoutent aux 8 autres désignés ces derniers jours et censés remplacer le gouvernement actuel. Le « *ministre* » de la Défense, est le Général de Division Mampianina Raenantsoa, ancien chef d'état-major de l'armée malgache, surnommé « *Général Blake* ». . Il avait été limogé par M. Ravalomanana en janvier 2007 à cause de dissensions dans l'armée. Pour les Tgvistes, ce ralliement laissait espérer le basculement de l'armée ou au moins une grande partie de celle-ci.

Andry Rajoelina a également annoncé que ces 10 « *ministres* » avaient l'intention de se rendre lundi aux sièges des différents ministères actuels du gouvernement de M. Ravalomanana, et de commencer à y travailler. « *Ils seront accompagnés de quelques militants pour prendre leur ministère respectif, et cela d'une façon pacifique* », a expliqué à Xinhua le ministre de l'Intérieur

du " *gouvernement de transition* ». Le porte-parole de la primature a répliqué : « *Il n'y aura pas de prises des ministères. Ce serait une opération très dure* ». Face à ce danger menaçant, bon nombre d'agents de l'Etat ont décidé de s'abstenir d'aller au travail.

Les ministères sont, comme le palais d'Ambohitsorohitra, classés "zone rouge", a rappelé le Vice-amiral Ranaivoniarivo. Le ministre de la Défense a déclaré que les forces de l'ordre prendront leurs responsabilités et défendront la population et leurs biens. En ce qui concerne la présence de quelques généraux aux manifestations sur la Place du 13-Mai, il a jouté que ceux-ci n'ont plus aucune autorité légale. Lui succédant, le préfet de police a indiqué qu'« *aucune sommation n'est requise face à une manifestation sur la voie publique qui plus est dans une zone sensible* ».

Des militants, exaspérés de voir des illustres « *nominés du 13-Mai* » absents pendant la lutte, ont lancé une pétition. Des milliers de signatures ont été récoltés par les fonctionnaires, les syndicalistes et autres associations pour demander la désignation de Nadine Ramaroson, secrétaire générale du Conecs (Conseil économique et social), comme « *ministre de la population* ». Cette dernière aurait refusé cet « *honneur* ».

A noter que les « *élites malgaches venant de l'étranger* » annoncées la veille ne sont pas venues au rendez-vous.

Le « *ministre des Finances du gouvernement de transition* » a affirmé que Tiko avait une dette de 240 milliards Ar vis à vis de l'Etat. Ces infractions auraient été commises entre 2005 et 2008 et porteraient notamment sur des droits de douane et impôts impayés, des extorsions de fonds sans justificatif dans plusieurs succursales de la banque centrale, des détournements de fonds pour la construction de la minoterie Tiko et l'achat de l'avion présidentiel. « *Des agents du service du Trésor s'attellent à l'heure actuelle à détruire les documents qui contiennent ces irrégularités* », a dénoncé Benja Razafimahaleo devant la foule, invitant la population à ne pas détruire les infrastructures et les usines, notamment celles de Tiko, car elles serviront à rembourser les sommes que le groupe doit au peuple.

Conflits d'intérêts, selon la LOI : « *le parti présidentiel, dont les locaux sont souvent ceux du groupe Tiko, est apparu pour ce qu'il est : un groupement d'arrivistes plus qu'une formation militante. Ravalomanana paie son penchant à gouverner tout seul et sa trop grande implication dans le monde des affaires; Tant et si bien que l'on ne sait jamais si une décision économique du chef de l'Etat ne cache pas une manœuvre visant à offrir des opportunités commerciales à son groupe. En tout cas, le doute est toujours présent* ».

Andry Rajoelina peinerait à achever la composition de son « *gouvernement de transition* ». Une source proche de son camp a déclaré l'existence d'une « *réelle scission au sein même de son entourage* ». M. Rajoelina a confirmé sur RFO « *détenir des accords secrets [...] qu'il ne peut révéler* ».

Les deux rassemblements se sont dispersés ensuite dans le calme même si les partisans des deux camps se sont croisés au centre ville, provoquant quelques échauffourées. Des invectives ont été lancées ça et là, mais les forces de l'ordre se sont vite interposées.

Négociations : optimisme du gouvernement. Selon *Xinhua*, le gouvernement aurait affirmé que le dialogue se poursuivait et allait certainement produire des résultats dans les prochains jours, malgré le duel verbal entre les deux rivaux pendant les manifestations parallèles de ce jour.

Le pessimisme de l'agence APA à la veille de la journée de prise de possession des ministères par le « gouvernement de transition » : l'agence a indiqué le dimanche 15 que la situation semblait totalement bloquée en dépit des initiatives de médiation déployées. Les meetings du 14 février ont fait monter la tension d'un cran, le climat politique est jugé « *délétère* ». On s'attendait à une nouvelle détérioration de la situation ce lundi 16, tout laissant croire qu'on s'acheminait vers un nouvel affrontement sanglant. L'agence a affirmé qu'Andry Rajoelina avait décidé de ne plus s'asseoir à la table des négociations après avoir constaté « *des gestes de mauvaise volonté du camp Ravalomanana* ».

Agitation à Toliara : une coalition d'opposition ralliée à Andry Rajoelina a appelé à la désobéissance civile à partir du lundi 16, au cours d'un meeting qui a rassemblé 2.000 à 3.000 personnes.

Manifestations à Paris : la manifestation apolitique pour la paix, organisée par un pasteur au Trocadéro, a réuni 150 à 200 personnes. Se tenait également à Paris, devant le siège de Radio France, un rassemblement des partisans du Tim et du président, pour protester entre autre contre la partialité supposée du groupe « *France Monde* » (RFI, TV5 et France 24), dirigé par l'épouse du ministre français des Affaires étrangères.

A la Réunion, une manifestation se voulant apolitique était annoncée pour le dimanche 15.

Le site Sobika a mentionné le communiqué du SI d'Amnesty daté du 13/02 : dans un document parvenu à l'AFP, Amnesty international a appelé les autorités malgaches à ouvrir une enquête « *indépendante et impartiale sur l'usage excessif de la force par la garde présidentielle contre des manifestants non armés marchant vers le palais présidentiel, qui a causé la mort d'au moins 31 personnes et blessé plus de 200 autres* » le 7 février.

La cohésion de l'armée ébranlée depuis le coup de force de 2006 : d'après l'AFP, les forces armées malgaches ont adopté une position de neutralité dans la crise actuelle mais elles sont convoitées par les deux camps, qui cherchent à rallier leur soutien. Depuis le début de la crise, des signes reflètent un flottement au sein de l'armée. Passivité lors des pillages, des remplacements en série : le 29 janvier le patron de la gendarmerie est remercié, remplacé par le général Gilbain Pily, un fidèle du chef de l'Etat, puis 12 jours plus tard, son homologue de l'armée subit le même sort. Mais, l'armée continue toutefois d'afficher son impartialité. Une source proche du commandement militaire assure que le nouveau chef d'état-major veut surtout préserver la cohésion de l'institution, sérieusement ébranlée depuis le 17 novembre 2006, lorsque le général Randrianafidisoa, dit "*Fidy*", a tenté d'instaurer un directoire militaire à quelques jours de l'élection présidentielle. Il a depuis été arrêté et condamné. Militaire respecté, il avait gagné en 2002 la bataille de Fianarantsoa, avant de passer dans l'opposition au régime Ravalomanana. Son coup d'éclat, combiné à une « *liste noire* » de hauts officiers dévoilée quelques semaines plus tard, avait conduit au remplacement du chef d'état-major de l'époque et à la mise sur la touche d'une centaine de cadres, divisant l'armée. Depuis, l'unité des forces armées a été ébranlée et leur position vis-à-vis du régime reste incertaine. Le coup de force du général Fidy avait été soutenu à l'époque entre autres par Ny Hasina Andriamanjato, Monja Roindefo et Elia Ravelomanantsoa, tous devenus proches aujourd'hui d'Andry Rajoelina dans l'actuelle crise.

L'analyse de Philippe Hugon, directeur de recherche à l'IRIS : une prise de pouvoir par la parole, une diplomatie française en mauvaise position pour arbitrer : malgré la désignation de ses ministres, Andry Rajoelina a pris le pouvoir par la parole. C'est un effet d'annonce.

Mais on est dans le domaine de la fiction. Comme il a demandé la destitution du chef de l'État, lui-même a été destitué de ses fonctions de maire : ce sont des mesures qui tiennent plus du symbole que du réel.

L'UA aura peu d'influence sur le dénouement du conflit et le seul jeu possible concerne la France et les Etats-Unis puisque Ravalomanana est soutenu par Washington. En ce qui concerne la diplomatie française Ph. Hugon déclare « *il ne fallait pas que la France intervienne ainsi, car elle a plusieurs contentieux avec le président malgache* ». *L'anglais devenu la troisième langue officielle, l'ambassadeur de France, Gildas Le Lidec, considéré comme non désirable pour cause de "mauvais oeil" et enfin les sociétés françaises qui n'ont pas bénéficié des permis miniers. [...] On accuse beaucoup Paris de soutenir Rajoelina depuis le mois de décembre. La France a longtemps soutenu l'ancien président Didier Ratsiraka (1997-2002) contre Ravalomanana. Or, Rajoelina lui-même a des liens avec le clan Ratsiraka. Il ne faudrait pas que ces litiges entre la France et Ravalomanana soient trop présents dans le dénouement de la crise malgache. Je ne comprends pas pourquoi c'est Joyandet qui est parti. C'est plutôt un représentant de l'UE qui devrait être présent* ».

Selon TopMada, scission et essoufflement guetteraient le camp Tgv : selon la rédaction, il est de plus en plus clair qu'Andry Rajoelina se trouve entre deux penchants de plus en plus opposés : un camp légaliste et un camp résolument putschiste. Ny Hasina Andriamanjato, l'un de ses premiers partisans, n'a pas accepté d'être son Premier ministre. Il a fallu appeler Monja Roindefo à la rescousse au dernier moment. Ce dernier l'a d'ailleurs confirmé. Ny Hasina Andriamanjato aurait refusé de lancer et de mener les manifestants sur Ambohitsirohitra le 7 février.

Autre signe de mésentente : Andry Rajoelina n'est pas parvenu à compléter son « *gouvernement* » et aucun de ses membres n'est issu du rang de son association Tgv.

Le matin même du samedi rouge, la plupart des Tgvistes partis à l'assaut d'Ambohitsirohitra étaient convaincus que l'armée était dans leur poche et qu'il suffisait de pousser le portail du palais pour installer Monja Roindefo dans le fauteuil du Premier ministre. Dès le premier cordon de policiers et de militaires, certains partisans, notamment les personnes ayant vécu la tuerie du 10 août 1991, rebroussaient chemin et laissaient les jeunes recrutés dans les bas quartiers tananariviens et les jeunes générations Tgv partir en première ligne. Malgré l'appel lancé sur Viva Radio aux familles des victimes, seuls 5 corps sur une trentaine furent exhibés à Mahamasina et sur la Place du 13-Mai.

Les pro-Tgv, visiblement irrités par l'affluence des supporters de Ravalomanana à ses deux meetings, reprochent à ces contre-manifestations leur caractère « *artificiel* » et « *pécuniaire* » tout en les poussant ses partisans à accepter de l'argent.

Ceux qui ont misé, et ils étaient nombreux dans le camp Tgv, sur la destitution du président de la République par la voie constitutionnelle ont vite déchanté. Rejetée par la HCC, la voie légaliste, symbolisée par Ny Hasina Andriamanjato et les quelques députés présents sur la Place du 13-Mai, semble se trouver dans une véritable impasse. Quelques jours après, une négociation menée par le même Ny Hasina Andriamanjato a discrètement commencée. Seule issue recommandée par la communauté internationale (Onu, UA, COI), le Ffkm et la société civile malagasy, cette démarche ravivait l'espoir du camp légaliste Tgv. Mais malgré la qualité de sa délégation, ce moyen a été prématurément abandonné par Andry Tgv suite à sa révélation par la presse et la confirmation du nouveau Pds par le Conseil d'État.

La décision de l'ex-maire de ne pas ou ne plus négocier avec des gens qui ont du sang sur les mains a été ovationné par ses partisans. Ils vont donc rejouer la carte du forcing en projetant d'aller installer leurs ministres.

Lundi 16 février : Andry Rajoelina échoue à installer ses ministres, la manifestation dégénère mais les forces de l'ordre ont fait preuve de maîtrise. Opération reportée au lendemain.

Fil des évènements : environ 10.000 partisans de M. Rajoelina se sont à nouveau rassemblés sur la Place du 13-Mai. Au début du meeting, Andry Tgv a annoncé la nomination de 2 nouveaux ministres de son « *gouvernement de transition* », issus de la diaspora : à l'Éducation, Razafimananjato Julien, président d'*Assidu*, une association basée en France proche de Pierrot Rajaonarivelo, ancien vice-Premier ministre de Didier Ratsiraka, aux Télécommunications, Andriamananoro Augustin, cofondateur de *Madagate.com* (site Internet très virulent contre le gouvernement) et associé de Osmosis Business Solution. Ces nominations portaient à 12 le nombre de « *ministres* ». Andry Rajoelina s'en est remis à Dieu et a débuté sa marche vers les ministères : les ministres Tgv devant, la foule derrière, avec pour intention d'organiser d'y effectuer des sit-in, malgré les mises en garde du pouvoir. Face aux risques de débordement, Andry Rajoelina avait demandé aux manifestants de ne pas



suivre, et de laisser la délégation conduite par le Ministre de la sécurité intérieur et celui de la Défense aller en premier. Mais la foule en colère a visiblement refusé d'obtempérer. Des *mpiandry* [*diacres exorcistes protestants, tout de blanc vêtus, comme en 2002*] ont été utilisés comme boucliers face à un barrage militaire qui a fait obstacle à leur progression en direction des ministères de la Population et de la Jeunesse (ministères pour lesquels aucun titulaire n'avait été désigné). Une négociation a été tentée avec les forces de l'ordre mais des jeunes partisans se sont montrés déterminés à en découdre, alors qu'une autre partie de la foule restait hésitante.

Les locaux des ministères convoités étaient fermés. Monja Roindefo a déclaré attendre un huissier pour pouvoir entrer dans les lieux.

Prenant acte de l'échec de sa tentative, la délégation est revenue sur la Place du 13-Mai, provoquant la colère des plus radicaux qui exigeaient la prise immédiate des ministères. La délégation d'Andry Tgv a quitté les lieux mais des irréductibles s'en sont pris aux forces de l'ordre (jets de pierres, grenades lacrymogènes et tirs de sommation). Des renforts de l'Emmo-Nat ont été dépêchés sur place. Des pilleurs et des casseurs se sont attaqués à des commerces, les troubles ont duré 2 heures et fait plusieurs blessés graves aussi bien parmi les policiers que chez les protestataires. Les forces de l'ordre ont invité vivement les Tananariviens à rentrer rapidement chez eux étant donné la multiplication de nouvelles scènes de casse et de violence et l'usage de cocktail molotov. 7 personnes ont été arrêtées, qui tentaient d'incendier une caserne au centre-ville. Selon *La Vérité*, les meneurs de ce groupe d'individus ont été identifiés. Certains auraient des responsabilités dans les hautes sphères du pays, d'autres seraient des personnalités très connues de la capitale.

Andry Rajoelina confirmé qu'il n'y avait plus de négociations possible et a déclaré au soir de cette journée que ses « *ministres* » entreraient dans les ministères le lendemain, avec l'aide de serruriers, en demandant au gouvernement de définir la limite des « *zones rouges* ». Expliquant sa stratégie sur sa chaîne de TV, Rajoelina a affirmé que le peuple n'entrera pas dans les ministères mais restera à la limite des « *zones rouges* » et que seuls ses ministres et quelques membres de la délégation y pénétreront. Il a affirmé avoir obtenu l'assurance des fonctionnaires qu'ils feront allégeance. « *Tous les ministères ne se prennent pas en une journée mais je vous assure que nous devons avoir tous les ministères* », a-t-il martelé, affirmant : « *Je vous assure en tant que chrétien qu'un président qui a tué son peuple ne reste pas longtemps à son pouvoir* »

Le Pds a engagé une opération « *coup de poing* » pour nettoyer la capitale. 4.000 personnes ont été mobilisées dans le cadre du système HIMO.

Poursuite des négociations, selon *Midi* : malgré les déclarations de rupture de dialogue faites par Andry Rajoelina Place du 13-Mai, les 6 mandataires des deux camps se sont retrouvés pour la quatrième fois. Les dirigeants du Ffkm poursuivaient leur mission bien que le « *code de bonne conduite* » sur lequel les deux parties s'étaient mises d'accord ait été bafoué. La séance n'a encore un fois donné aucun résultat concret. Le Ffkm a annoncé poursuivre ses «*consultations*» au niveau des autres médiateurs qui se sont proposés.

Les discussions avec Marc Ravalomanana sont « terminées » pour Andry Rajoelina : dans un entretien au «*Monde*», il a déclaré que les discussions avec le camp du président étaient « *terminées* » car le chef de l'Etat refusait de démissionner. Il a assuré bénéficier du soutien de la majeure partie de l'armée. «*L'armée n'a plus confiance, 80% est avec moi, je ne parle pas des généraux, pour eux il y a aussi l'appel de l'argent*», a-t-il affirmé. Répondant à des critiques fréquemment formulées, il a affirmé : « *Je ne suis pas du tout manipulé, je suis un homme d'ouverture, je parle avec tout le monde. J'ai discuté avec Didier Ratsiraka. Mais il n'y a pas les mains de Ratsiraka dans tout ce que je fais* ».

Le corps diplomatique est intervenu pour la 3^{ème} fois : dans une déclaration remise à la presse, elle a exigé le respect de la légalité constitutionnelle, appelé au dialogue et souhaité qu'aucune des parties n'incite à la violence.

Une délégation de la Sadc était attendue pour tenter de relancer le dialogue. Elle devait inclure des représentants du Swaziland, de l'Angola et du Mozambique, les trois pays qui composent actuellement l'organe de politique, défense et sécurité de la Sadc.

Le président Wade a été sollicité pour une médiation, a affirmé la présidence de la République sénégalaise.

Le président Ravalomanana a reçu une pléiade de généraux au palais d'Etat d'Iavoloha. Aucune déclaration n'a été faite après la rencontre mais les officiers généraux auraient proposé à leur hôte un schéma de sortie de crise sans effusion de sang. Ils ont exigé de leurs troupes « *de ne pas tirer sur la foule* ». L'ordre a été transmis par le nouveau patron de la Défense nationale et a été suivi à la lettre par les hommes sur le terrain.

Le mouvement nationaliste *Fiverenana Andoharano* [Retour aux sources] a porté plainte contre le chef de l'Etat afin d'obtenir sa déchéance. Il accuse le président de la République de fouler au pied la Constitution et d'être responsable de la fusillade du 7 février. Il souhaite la création d'une HCJ.

Agitation en province : à Antsiranana, un meeting a été organisé pour réclamer le départ du président de la République. Des tentatives de pillages ont été déjouées par les forces de l'ordre, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes. Des tirs ont fait quelques blessés. La situation était sous contrôle mais les commerces sont restés fermés. A Toliara, journée calme de désobéissance civile et rassemblement de l'opposition.

Tribune a repris en « *tribune libre* » l'intégralité du texte du communiqué d'Amnesty international du 13/02. Un lecteur a répondu : « *Je m'étonne qu'Amnesty ne communique que quand il y a des morts. Je n'ai pas vu de communiqué invitant ces meneurs à respecter les institutions républicaines en vue de prévenir tout débordements incontrôlés. Un tel traitement déséquilibré ne me paraît pas œuvrer dans le sens de la paix* ».

Analyse de Sobika : Jusqu'où est il prêt ? Même s'il a une foule derrière lui, ça ne suffira pas à rendre légitime une action par la force. L'échec de la prise des ministères par Andry Rajoelina et ses partisans c'est aussi l'échec d'une stratégie par la rue. Non seulement, ça ne marchera pas face à une armée qui sait maintenant comment réagir, mais en plus l'opinion publique est contre un coup de force pour ne pas dire un coup d'Etat. Andry Rajoelina a réitéré sa volonté de prendre le pouvoir mais cela ressemble à un baroud d'honneur dans lequel sont entraînés ceux qui n'ont plus rien à perdre. Certes Marc Ravalomanana doit faire preuve de remise en cause, d'ouverture d'esprit et d'ouverture politique mais dans le camp Tgv, il faut aussi ouvrir les yeux ! Oui, il y a des manifestants fidèles chaque jour, oui il y a de la ferveur dans les meetings, mais il y a aussi en face de nombreuses personnes qui ne soutiennent pas la méthode, qui ne comprennent plus les ambitions d'Andry TGV et qui subissent les conséquences économiques de cette situation. Et ces personnes ne sont pas forcément des pro-Ravalomanana. Beaucoup s'accordent à dire qu'il aurait pu être président, alors pourquoi vouloir prendre le pouvoir maintenant et à tout prix ? Pourquoi ne pas s'ouvrir à une cohabitation ce qui garantirait la stabilité des institutions, le respect des échéances électorales et la relance de l'économie ? Autant de questions qui jettent des zones d'ombres sur sa détermination à vouloir déloger à tout prix Marc Ravalomanana. Est ce sa volonté personnelle, la volonté des dinosaures politiques qui l'entourent, la volonté de la foule du 13-Mai, ou la volonté d'une tierce personne ? Il est toujours temps de stopper la marche infernale pour la marche de la raison.

« Voleurs d'espérance » titre Alain Rajaonarivony, dans son billet du jour sur son blog : Madagascar était une légende, une espèce de continent à part avec ses lémuriens, ses orchidées et une population au pacifisme à toute épreuve. Si la situation actuelle perdure, elle deviendra un pays africain ordinaire. Des pauvres qui se révoltent, une dictature qui réprime dans le sang, des richesses immenses entre les mains d'une minorité et des multinationales, des militaires dans les rues, ce n'est pas encore « *Blood diamond* » mais on y arrive. [...]. La population d'Antananarivo est clairement divisée en deux. D'un côté, le « *petit peuple* », qui considère que son existence ne vaut plus rien à cause d'une pauvreté sans nom et est prête à mourir pour le salut de ses enfants. De l'autre, la classe moyenne, ceux qui ont encore quelque chose à perdre (un travail, une entreprise, des biens durement acquis...), favorable à un compromis entre les deux partis, pour sauver ce qui peut l'être. Au-dessus de tout cela, se trouvent les vrais responsables de cette situation, ceux qui ont détruit jusqu'à l'espérance des plus pauvres, le président et sa cour, riches à milliards de tout ce qui a été amassé, détourné, spolié, y compris les terres des paysans données à des sociétés étrangères. Ils ne peuvent gagner dans cette confrontation qu'en usant d'un maximum de violences comme ce fut le cas du « *samedi sanglant* ». Le Président est acculé, c'est pourquoi il s'est montré brutalement conciliant. Ceux qui le connaissent savent bien qu'en position de force, il aurait plutôt tendance à humilier et à démolir sans pitié ses adversaires. Mais en face de lui, il y a une détermination telle qu'il doit composer. C'est presque trop tard ! Andry Rajoelina pose comme préalable à toute négociation la démission du Chef de l'Etat. Or, c'est une condition à priori impossible.

17 février : nouvel échec de la tentative de prise des ministères, l'armée confirme son rôle d'arbitre et déclare être « prête à prendre ses responsabilités »

Fil des évènements : les manifestants, environ 10.000 au plus fort de la journée, se sont d'abord rassemblés sur la Place du 13-Mai, avant de marcher en cortège et dans le calme vers le quartier d'Anosy regroupant une dizaine de ministères, notamment les ministères de

l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'Education. Comme la veille, des *mpiandry* marchaient en tête du cortège, qui a traversé sans incident le quartier populaire d'Isotry.

« *La lutte continue. Il faut qu'elle aille jusqu'au bout. Pour prendre les ministères, il y a une organisation à mettre en place afin de distinguer les partisans des casseurs* », avait lancé sur la Place du 13-Mai Andry Rajoelina.

Le cortège, dans lequel n'était pas présent M. Rajoelina, s'est arrêté quelques centaines de mètres plus loin, barré par deux cordons de policiers anti-émeutes. Des représentants de M. Rajoelina, après avoir essuyé un refus des forces de l'ordre pour leur permettre d'envoyer des délégations dans les ministères, se sont entretenus sur place avec le ministre de la Défense, le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo, récemment nommé à ce poste. Il n'a pas fallu moins de 5 tentatives pour que ce dialogue aboutisse. Le vice-amiral a expliqué ne pas vouloir de confrontation, que la pression de la rue n'était pas le seul moyen de régler la crise et que des discussions étaient possibles, invitant le « *Premier ministre* » de M. Rajoelina, Monja Roindefo, à venir le rencontrer dans les jours à venir.

Les manifestants, bien encadrés par le service d'ordre de M. Rajoelina, se sont alors dispersés dans le calme à l'appel des organisateurs qui ont convoqué un nouveau sit-in le lendemain au même endroit. L'ordre de dispersion a toutefois provoqué le mécontentement des manifestants les plus déterminés. Un calme remarquable a marqué cette journée, mais la foule a fait montre d'impatience et commençait à exprimer sa lassitude devant cette stratégie de prise des ministères qui n'a pas encore abouti.

Assidu a affirmé avoir surpris des distributions de liasses de billets à des jeunes qui, au côté des éléments de l'Emmo-Nat, sont chargés, depuis le début de la crise, d'empêcher l'installation des « *ministres* » dans les ministères.

L'armée prend l'initiative de s'impliquer dans des pourparlers : le vice-amiral Ranaivoniarivo Mamy, ministre de la Défense, a déclaré que « *des pourparlers sont en cours afin de trouver une issue à cette crise. [...] J'ai eu un entretien avec le ministre de la Défense du camp Rajoelina, le général Raonenantsomampianina* », a-t-il laissé entendre, sans apporter aucune précision. Les forces armées, via le général Fred Rakotovao, ont déclaré qu'elles étaient prêtes à « *prendre leur responsabilité* » si la situation ne s'améliorait pas rapidement.

Par ailleurs, une entrevue était prévue le 18 entre le ministre de la Défense et les leaders de la Révolution orange « *afin de trouver ensemble une solution pacifique de sortie de crise* », et ce, sur proposition du vice-amiral. Les négociations engagées au siège de l'épiscopat étaient toujours dans l'impasse. Ranaivoniarivo Mamy a également indiqué qu'« *il ne faut pas diviser les forces de l'ordre* ». Et de continuer que « *les revendications doivent respecter les procédures légales. [...] En tant qu'officier supérieur, je suis contre la démocratie de la rue* », a soutenu le vice amiral. Les partisans de la Révolution orange ont prévu de continuer leur sit-in à Ampefiloha, à proximité des ministères, suspendant le rassemblement sur la Place du 13-Mai.



Annnonce voilée d'un possible « *directoire militaire* » : « *Si la recherche de solution entre les deux protagonistes échoue, nous prendrons nos responsabilités en tant que dernier rempart de la République et de l'unité nationale* », a déclaré le vice-amiral Hyppolite Rarison Ramarison, porte-parole des 5 généraux qui ont rencontrés Marc Ravalomanana. Les observateurs voyaient dans ces propos l'annonce d'un possible « *directoire militaire* » qui ne pourrait être assimilé à un coup d'Etat, le pays se trouvant dans un état de nécessité. Le schéma s'était déjà produit en 1972 et en 1975, sans que

la communauté internationale n'y ait trouvé à redire. L'opinion, lassée par les désagréments créés par cette crise et les conséquences désastreuses qu'elle cause à l'économie, saluait en majorité la position de l'armée, qui semblait avoir abandonné sa passivité.

La situation en province : à Toliara, des incitations à la désobéissance civile ont été lancées à la population. Les manifestants ont réclamé la fermeture de l'agence du Bianco : ils s'insurgent contre le fait que ce service ne s'occuperait que des «*petits*» dossiers, omettant de se pencher sur les dossiers touchant les hautes personnalités. A Antalaha, un meeting pro-Tgv s'est tenu, réunissant de 1.000 à 2.000 personnes. D'une manière générale, peu d'informations remontent des provinces, dont la population observe le «*spectacle*» donné par les deux protagonistes issus de la capitale.

Marc Ravalomanana a reçu pour la première fois depuis le début de la crise l'ensemble des membres du corps diplomatique et les émissaires des Nations Unies et de l'UA, ainsi que les représentants des bailleurs de fonds.

La Radio pro-Arema «*Tsioka Vao*», qui avait été incendiée en 2002, a repris ses émissions et retransmettait en direct les discours de la Place du 13-Mai.

Gestion de la commune d'Antananarivo : les Tgv ont annoncé que l'élection des nouveaux chefs de *Fokontany* avait débuté. Michèle Ratsivalaka a refusé de faire la passation avec le Pds Guy Randrianarisoa.

Quatre Français expulsés par Marc Ravalomanana : selon la LOI, le ministère malgache de l'Intérieur a pris le 3 février un arrêté d'expulsion concernant quatre hommes d'affaires français, officiellement accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de trouble à l'ordre public.

La Vérité et la LOI affirment que ces expulsions ont un lien étroit avec la crise politique. Certains de ces ressortissants auraient été à l'origine de la rencontre du maire avec de hautes personnalités françaises ainsi que certains exilés politiques exilés en France durant les fêtes de fin d'année. Le 1^{er} d'entre eux, associé de la société Assist development, est impliqué dans une affaire de terrains sur l'île Nosy Mitsio, au large de Nosy Be. En collaboration avec des nationaux, il est entré en conflit avec des habitants de cette île pour son projet d'installation d'un complexe hôtelier. Un autre est le gendre de Pascal Rakotomavo, ancien premier ministre malgache et actuellement l'une des éminences grises du maire destitué ; un troisième est un proche d'Alain Ramaroson, ancien conseiller de Ravalomanana passé dans le camp de Rajoelina. Ils auraient été expulsés en raison de leurs accointances avec le camp Rajoelina. Le ministère français des Affaires étrangères semblait vouloir minimiser ces expulsions en estimant qu'elles n'ont rien à voir avec le contexte politique actuel et qu'elles répondent simplement à des faits délictueux. Pour certains observateurs, ces expulsions ajoutent au flou de la position française. La non condamnation de la France de la tentative de coup de force d'Andry Rajoelina continuait à nourrir cette méfiance.

L'Unesco a condamné le meurtre du journaliste Ando Ratovonirina : son directeur général a déclaré : «*Je condamne le meurtre d'Ando Ratovonirina, mort dans l'exercice de son métier, alors qu'il couvrait des événements importants pour l'ensemble de la société malgache. Sa disparition porte un coup très dur à une profession qui est essentielle pour l'exercice du droit fondamental à la liberté d'expression, droit vital pour chacun d'entre nous et indispensable pour la démocratie et la bonne gouvernance. Je demande aux autorités malgaches de ne ménager aucun effort pour garantir la sécurité des journalistes, même en cas de trouble*», a dit M. Matsuura.

Marc Ravalomanana a été félicité par les représentants de la communauté internationale : lors d'une rencontre ce jour, le corps diplomatique a félicité le président pour sa décision de créer une commission d'enquête indépendante pour faire la lumière sur les événements d'Ambotsirohitra, le 7 février.

Marc Ravalomanana peut-il se retirer de Tiko et renoncer à Force One ? Le député Tim Raharinaivo Randrianatoandro a admis sur *RFI* que Marc Ravalomanana devrait peut-être envisager de se retirer de son entreprise Tiko jusqu'à la fin de son mandat et laisser à quelqu'un d'autre le soin de diriger l'entreprise, afin que le chef de l'Etat puisse s'occuper un peu plus des affaires nationales et pour qu'il y ait plus de transparence. Il pense que le président est un homme avisé, qui a intérêt à prendre en compte les desiderata de la population. « *On perçoit une certaine injustice sociale malgré la progression du PIB. A partir du moment où on trouve une solution à ce problème là, les gens pourront pardonner facilement qu'il y ait eu quelques dérives* », a-t-il admis.

De même, pour calmer le jeu, le député pense que le président pourrait renoncer à l'achat de « *Force One* » pour empêcher d'autres morts, « *mais la solution n'est pas là, c'est un débat de société qu'il faut instaurer c'est ça qui manque, il n'y a pas de débats d'idées, il n'y a pas de projets de société* » a-t-il reconnu.

Assidu considèrerait que ces déclarations émanant d'un personnage très proche du président ne sont probablement pas sans fondement. La vente de l'avion de la discorde pourrait contribuer à priver l'ex-maire d'un argument de poids qui alimente la soif de changement.

18 février : 3^{ème} journée d'échec de la tentative de prise des ministères. Des négociations qui se poursuivent dans la plus grande discrétion et des interrogations sur l'état d'esprit de l'armée.

Fil des événements : les manifestants s'étaient donnés rendez-vous, comme annoncé, à proximité du quartier des principaux ministères, à Ampefiloha, où ils ont entamé un sit-in. Monja Roindefo a pris la parole, accompagné de ses « *ministres* », puis la délégation a engagé des négociations avec les forces de l'ordre, en écartant les journalistes présents. Selon certaines sources, les forces de l'ordre auraient proposé d'accompagner la délégation dans les ministères, mais les ministres n'auraient pas accepté cette proposition de peur d'être arrêtés. En l'absence d'issue, et après un sit-in de 5 heures, l'ordre de dispersion a été donné, signant une nouvelle fois l'échec de la tentative de prise des ministères. Le clan Rajoelina a toutefois considéré cette rencontre comme une avancée très positive. La foule semblait plus clairsemée que les jours précédents et de nombreux manifestants se plaignaient de la lenteur de la démarche et de l'absence de perspectives.

Andry Rajoelina n'a toutefois pas renoncé à sa stratégie : il a fixé un nouveau rendez-vous le lendemain 19, Place du 13-Mai, pour conduire lui-même la marche en direction du quartier des ministères, à Anosy, le reproche lui ayant été fait de rester prudemment en retrait. Il a précisé que des épouses de militaires et de policiers seraient en première ligne, avec leurs enfants. Cette méthode du « *bouclier humain* » a fait l'objet d'une sévère critique de *Tribune*.

Les responsables du parti Tambahra de Pety Rakotoniaina, toujours incarcéré à la maison de force de Tsiafahy, ont déclaré s'associer au mouvement. « *La lutte pour renverser le régime Ravalomanana fait des progrès. Elle avance mais lentement, pas au rythme que tout le monde souhaite. Par rapport à la lutte menée en 2002, le point faible est la pauvreté de la population qui est un facteur limitant* », déplorent-ils.

Des actes de pillage ont été signalés à nouveau dans certains quartiers de la capitale au terme de la manifestation. Le couvre-feu a été prorogé.

Agitation dans les provinces : des tirs de lacrymogènes et des tirs de sommation ont été signalés à Fianarantsoa pour disperser des manifestants.

Des tensions semblent se développer dans d'autres régions, de manière autonome par rapport au « *mouvement orange* » de la capitale.

Le Sefip a annoncé qu'il va réunir une convention de sortie de crise : le « *Sehatra Ekiomenika momba ny Fiainam-Pirenena* », section chargée de la vie nationale au sein du Ffkm, a annoncé qu'il préparait une conférence nationale dont les travaux devraient débuter dès que seront connues les résultats des négociations en cours au siège de l'épiscopat. Des avancées auraient été enregistrées. La convention serait financée par le Pnud et organisée en collaboration avec plusieurs associations religieuses et laïques. Outre les représentants des deux protagonistes, de nombreux organismes nationaux seront également invités.

Le « ministre de la Défense » d'Andry Rajoelina, le général Raonenantsoamampianina, a demandé à l'armée d'assurer la protection des populations : il a lancé un appel à tous les éléments des forces armées leur demandant de renforcer leur unité et de protéger l'ensemble de la population et leurs biens. Cet appel faisait suite à l'avertissement lancé par plusieurs généraux aux deux protagonistes de la crise au cours d'une conférence de presse tenue pour informer de la teneur de leur rencontre avec le chef de l'Etat. Ces discussions ont été « *fermes et honnêtes* », ont fait remarquer les généraux. Le général Raonenantsoamampianina s'est élevé contre l'utilisation que le pouvoir fait de l'armée, se référant à la fusillade du 7 février. Par ailleurs, le camp d'Andry Rajoelina a fait appel aux réservistes sans pour autant définir la mission qu'il va leur assigner. Durant la crise postélectorale de 2002, les réservistes appelés « *Zana-dambo* », sous le commandement du général Razafindralambo avaient mené des attaques contre les éléments fidèles à Didier Ratsiraka, faisant des morts et des blessés de part et d'autre.

L'opinion et les observateurs s'interrogeaient toujours sur l'état d'esprit et les intentions de l'armée, certains la décrivant comme irrémédiablement divisée, indisciplinée et en concurrence avec des éléments très indépendants.

19 février : l'équipe d'Andry Rajoelina parvient à investir symboliquement quatre ministères, les opérations se sont déroulées sans heurts et sans réaction du chef de l'Etat

Fil des évènements : comme annoncé, des épouses, mères et sœurs des militaires et des policiers ont été placées en tête d'un cortège d'environ 20.000 manifestants. Dès le départ de la manifestation, Andry Rajoelina a mis en garde la foule sur la présence supposée de « *miliciens* » armées à l'intérieur des ministères et a demandé la coopération des forces armées pour les en exclure. Il a annoncé également avoir des preuves de la livraison de 11 tonnes d'armement au gouvernement malgache en provenance de Chine. Parvenue à un premier barrage policier, à l'approche du quartier des ministères, la foule, conduite par une délégation de « *ministres* » Tgv, mais sans Andry Rajoelina, a demandé le passage. Les policiers ont reculé et des négociations se sont engagées avec un colonel de l'Emmonat qui aurait accepté le passage de la délégation mais sans pouvoir assurer sa sécurité au-delà. La délégation a donc demandé à l'armée de l'accompagner dans les locaux. La délégation a poursuivi sa route en direction des ministères de l'Education et de la Sécurité et de l'Intérieur, situés en zone rouge, ils étaient accompagnés de journalistes. A l'entrée du ministère de l'Intérieur, les accès étant verrouillés, des militaires auraient indiqué un accès secondaire, permettant à la délégation de pénétrer dans la direction générale de la Police. Le

général Organes Rakotomihantarizaka « *ministre de l'Intérieur* » est entré en discussion avec un responsable des bureaux du ministère de la Sécurité intérieure qui ne se serait pas opposé à l'entrée de la délégation, qui était accompagnée de quelques « *mpiandry* ». Elle a fait appel à des huissiers pour faire constater l'ouverture du portail. La refonte du Code électoral a été annoncée comme une des premières tâches auxquelles son « *ministère* » va s'atteler.

La délégation s'est ensuite dirigée vers le ministère de l'Éducation nationale, qui était ouvert. Le « *ministre* » Julien Razafimanjato y a fait son entrée, appelant aussitôt les enseignants et les élèves à se remettre au travail. Les ministères étaient quasiment désertés par leurs personnels et les ministres en fonction n'étaient pas à leur poste ; les opérations ont pu se dérouler sans heurts. « *Nous avons changé les serrures et sécurisé les lieux* », a expliqué le Organes Rakotomihantarizaka. Les Tgvistes ont appelé les *Andriamaso pokonolona* [volontaires de confiance] pour garder les ministères pris.

Aux yeux de la communauté Internationale le gouvernement n'a pas démissionné, et Marc Ravalomanana reste le président de la République. Néanmoins beaucoup, notamment dans son propre camp, étaient intrigués par le silence et à la passivité du chef de l'Etat.

L'opposition s'est organisée pour relayer le mouvement en province : à Toamasina un meeting de l'opposition a vu la participation du président de la plate-forme de l'opposition et fondateur du CRN, Zafy Albert. Deux « *ministres* » Tgv avaient également fait le déplacement. Des tirs de grenade lacrymogène ont été signalés.

C'est Andry Rajoelina qui avait sollicité une rencontre avec le Pr Zafy. La rencontre avait eu lieu le 17. Il aurait été convenu entre les deux délégations que la plate-forme de l'opposition dirigerait le mouvement dans les régions. Le meeting de Toamasina devait inaugurer une tournée en provinces. Les relais d'opinion du « *mouvement orange* » étaient restés jusqu'ici assez faibles hors de la capitale, accentuant l'aspect tananarivien du mouvement et le fragilisant.

Remaniement ministériel : peu avant la prise des ministères, Marc Ravalomanana avait procédé au remplacement « *pour raisons de santé* » de son ministre de l'Intérieur, Gervais Rakotonirina, nommé depuis un mois et demi seulement. Il a été remplacé par Rabenja Tsehenoarisoa.

Le gouvernement britannique a condamné la tentative de Coup d'Etat : peu avant la prise des ministères, le ministre des Affaires étrangères, Lord Malloch-Brown, a déclaré : « *Toute tentative de suppression d'un gouvernement démocratiquement élu par des moyens anticonstitutionnels est inacceptable. Le président Ravalomanana et son administration ont été élus par élections présidentielles et parlementaires qui ont été approuvées par les observateurs internationaux. Leur légitimité démocratique doit être respectée* ».

Tractations en coulisse et impatience de la population : le président a rencontré à nouveau le Ffkm puis une délégation de la Sadc arrivée « *pour une mission d'évaluation de la situation* ». La délégation a quitté la Grande Ile après avoir rencontré les deux protagonistes. Il s'est entretenu avec les représentants des deux Chambres, venus lui manifester leur solidarité. Le Ffkm a annoncé la possibilité d'une rencontre entre le président Ravalomanana et Andry Rajoelina. La rencontre aura lieu « *incessamment* », a déclaré Mgr Odon Razanakolona, président du Ffkm.

Le président de la FJKM, le pasteur Lala Rasendrasahina, mis en cause par le camp d'Andry Rajoelina : la station privée *Viva* l'a accusé d'avoir utilisé son droit de veto pour

empêcher le FJKM de publier un communiqué condamnant le président de la République dans l'affaire de la fusillade du 7 février et l'invitant à présenter sa démission. L'information a été donnée par *Tribune*, qui en conclut que ce soupçon discrétise les Eglises protestantes dans la recherche d'une issue à la crise.

Pillages : une bande d'une soixantaine de pilleurs ont attaqué des passants et des véhicules.

Rumeurs et démentis sur l'implication de l'Afrique du Sud : selon *Assidu*, l'ATR42 de la société Tiko aurait participé dans la journée à un transfert d'armements en provenance d'Afrique du Sud. Ces rumeurs s'ajoutent à celles qui ont affirmé que le président s'était entouré de mercenaires sud-africains pour la garde de son palais.

L'ambassade d'Afrique du Sud a publié un démenti catégorique sur l'affaire des « mercenaires ». Il s'agit, dit-elle, d'« *une allégation irresponsable qui ne peut qu'engendrer de fausses idées et mettre en péril la sécurité de ressortissants sud-africains innocents à Madagascar.* »

La coopération chinoise en matière d'armement et d'équipement des troupes a également été mise en cause. Un porte-parole de l'armée a confirmé que les forces de l'ordre avaient été dotées de matériels anti-émeute, des matériels, commandés en Chine depuis des mois, arrivés fort opportunément « *la nuit dernière* ». On ignore si ce sont ces équipements, d'un poids de 11 tonnes, qui, selon l'ex-maire, auraient été débarquées à l'aéroport d'Ivato, la nuit précédente, avant d'être stockées dans un camp militaire de la capitale.

Le n° 291 du Courrier de l'Acat a lancé un appel urgent en faveur de Madagascar : l'Acat propose d'intervenir auprès du président Marc Ravalomanana au sujet de la fusillade du 7 février, déclarant : « *L'usage disproportionné de la force par la garde présidentielle est contraire aux dispositions de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatives au droit à la vie et à l'intégrité physique, et au droit de réunion. [...] Les autorités judiciaires malgaches doivent ouvrir une enquête sur les agissements de la garde présidentielle et, le cas échéant, poursuivre et juger les individus responsables de graves violations des droits de l'Homme* »

20 février : les ministères sont repris dans la nuit par les forces armées, Andry Rajoelina réplique en annonçant « une grande marche » pour le lendemain

Beaucoup se demandaient pourquoi Marc Ravalomanana était resté silencieux, contrastant avec l'activisme d'Andry Rajoelina. Dans la nuit, des unités de l'armée ont repris les ministères occupés la veille par 4 des ministres du « *gouvernement* » Tgv. Une cinquantaine de personnes, chargées de la garde de ces bâtiments ont été arrêtées. Le Premier ministre, le ministre de la Défense et le ministre de la Sécurité intérieure ont annoncé qu'ils avaient repris la direction de leurs administrations.

D'après l'AFP, la reprise des ministères se serait faite en quelques minutes, sans violence mais seulement par des tirs de sommation. La radio *Viva* et les témoins « *andriamaso pokonola* » ont affirmé qu'il y avait eu de 8 à 10 morts, ce qu'ont démenti les forces armées, dans une guerre de communiqués. *La Vérité* a affirmé qu'une chasse à l'homme, tirs nourris à l'appui, s'était déroulée jusque dans des quartiers très éloignés. Des blindés se sont positionnés dans le quartier des ministères.

Les manifestations ont repris leur cours sur la Place du 13-Mai, en présence d'Andry Rajoelina et de son « *gouvernement* », réunissant environ 5.000 personnes.

Andry Rajoelina, a lancé un nouvel « ultimatum » sur la Place du 13-Mai et annoncé une « grande marche » pour le lendemain : Il a demandé aux officiers généraux de prendre leurs responsabilités afin d'éviter un nouveau bain de sang, s'adressant particulièrement aux 5

généraux qui ont rencontré le président Ravalomanana en début de semaine. « *Si vous ne prenez aucune décision avant minuit, nous en déciderons nous même avec les éléments des forces de l'ordre qui sont avec nous* », a-t-il soutenu. Et d'ajouter : « *je m'en lave les mains si vous ne prenez aucune initiative* ». Pour concrétiser son ultimatum, il a appelé tous ses partisans à assister au meeting du lendemain et à participer à « *une grande marche* ». Andry Tgv n'en a pas précisé la destination mais il a demandé à la foule d'apporter des vivres car « *la route sera longue* ». On s'attendait à ce qu'il conduise à nouveau les manifestants vers un endroit stratégique, probablement classé en « *zone rouge* ». Cela pourrait être une marche sur le palais de Mahazoarivo, siège central du gouvernement, ou vers le palais présidentiel d'Iavoloha, auquel cas l'on aurait affaire à une réédition de la « *marche de la liberté* » du 10 août 1991 qui s'est achevée dans un bain de sang, Didier Ratsiraka ayant fait tirer dans la foule.

Un député Tim de province : « faire cesser le deux poids, deux mesures, il faut faire respecter la loi dans la capitale ». Le député Tim Georges Clément s'interrogeait, comme de nombreux observateurs : dans les provinces, toutes les manifestations font l'objet de répression de la part des forces de l'ordre. Les dirigeants de l'opposition qui tentent de conduire des meetings et qui n'ont pas obtenu d'autorisation, sont pourchassés et arrêtés. « *A Antananarivo, une seule personne dirige un même mouvement de contestation depuis plus d'un mois mais personne ne l'arrête* », s'étonnait le député, dénonçant le système de « *deux poids deux mesures* ».

Roland Ratsiraka, impatient, a fait son retour médiatique malgré le mandat d'arrêt lancé contre lui : il est revenu à la rescousse d'Andry Rajoelina, médiatiquement, toujours avec un semblant de détachement comme depuis le début de la crise. Absent du « *gouvernement* » de Rajoelina, « *stratégiquement pour éviter d'associer le nom de Ratsiraka au mouvement du maire déchu* ». Selon les observateurs, le neveu de l'Amiral se ferait de plus en plus pressant en coulisse et regretterait le « *manque de volonté* » et « *le double jeu* » d'une armée dans une crise qui aurait pu se régler « *en trois ou quatre jours* », selon ses dires.

Zafy Albert revendique la négociation d'une transition élargie à d'autres forces politiques : il a reproché aux bailleurs de fonds ainsi qu'aux Nations unies et à l'UE de privilégier les négociations entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. « *Si on garde la discussion entre seulement Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, cela ne va pas résoudre le problème. Par contre, elle va le compliquer davantage* », a-t-il déclaré.

Selon la LOI, l'armée plaide pour une transition : la *Lettre* révèle l'existence d'un texte anonyme émanant d'officiers supérieurs remis au président Ravalomanana qui proposerait la mise en place d'un gouvernement de transition. Ce texte ferait état de deux visions qui existeraient chez les militaires. La première serait liée à un schéma politique similaire à celui qui a sanctionné le départ de Didier Ratsiraka en 1991, tandis que la deuxième paraîtrait vouloir impliquer encore plus l'armée. Le général Edmond Rasolomahandry serait prêt en cas de nécessité, à prendre le poste de Premier ministre pour rétablir l'ordre et former un gouvernement d'union nationale.

L'ancien ministre de la Fonction Publique Ranjivason Jean Théodore a été arrêté : celui qui avait rejoint les rangs de l'opposition, a été arrêté à son domicile par des hommes armés et transféré à la prison de Tsiafahy. Aucun mandat d'arrêt n'aurait été présenté. La police a démenti cette information.

L'Association de réservistes « Firaiana Atrika Fiarenana » (AFIAF) menace de prendre les armes : cette association, formée après les événements de 2002 et ralliée au camp Tgv a

déclaré : « Notre vocation est de défendre le peuple. Nous ne pouvons rester passifs, alors le peuple est massacré pour une juste cause. [...] Pour le moment, nous militons les mains nues, mais si la situation l'exige et si les moyens nous seront offerts, nous sommes prêts à prendre les armes », menace-t-elle.

21 février : le projet de « longue marche » est abandonné, rencontre en tête à tête entre les deux protagonistes sous l'égide du Ffkm et accord de principe pour le démarrage des négociations. Les manifestations sont suspendues.

Le fil des évènements : la journée a débuté par un culte des pro-Tgv au palais des sports de Mahamasina. Les forces de l'ordre ont appelé à la vigilance, et demandé à la population de signaler tout mouvement suspect, surtout du côté d'Ivato (aéroport), d'Iavoloha (palais présidentiel), de Mahazoarivo (siège du gouvernement), et du quartier des ministères. Renonçant à sa « longue marche », Andry Tgv a demandé à la mi-journée à ses partisans de rentrer chez eux pour permettre la tenue d'une rencontre avec le président Ravalomanana. Certains de ses partisans ont exprimé leur déception à l'annonce de l'abandon de ce projet de « longue marche » à haut risque. « Je n'ai pas peur de le rencontrer. Je vais apporter la voix du peuple », à cette rencontre, a lancé le maire déchu. « Rien ne filtrera de nos discussions et je ferai un rapport au peuple », a poursuivi Rajoelina.

La rencontre entre le président Ravalomanana et Andry Rajoelina a débouché sur un « cessez le feu » : la rencontre, qui a duré 45 mn, s'est tenue au siège de l'épiscopat, sous l'égide du Ffkm et avec le concours du représentant du Pnud. Le face-à-face a vu l'assistance de 6 négociateurs des deux camps. Selon l'archevêque d'Antananarivo, qui a présenté le communiqué final, curieusement sans signature des deux parties, cette entrevue s'était déroulée dans « le respect, la cordialité et le calme ». Des indiscretions sur les tentatives précédentes de rencontre avaient présenté le choix du lieu comme l'un des points de désaccord, Marc Ravalomanana ayant par exemple refusé les locaux de la Banque mondiale et souhaité une rencontre dans l'un des palais d'État.

Une série de mesures a été acceptée par les deux parties pour mettre fin à l'agitation : fin des pillages, des manifestations, des campagnes de désinformation et des arrestations politiques. Les parties ont déclaré que les véritables négociations débuteraient le 23 février, ces mesures ne constituant qu'un « préalable » à leur ouverture. Andry Rajoelina a confirmé vouloir respecter les conditions fixées mais « j'ai environ 100 questions à poser à M. Ravalomanana, dont celle relative au carnage d'Ambohitsorohitra », a prévenu Andry Rajoelina. Il n'a pas été possible de savoir si celui-ci maintient son préalable de démission du président.

« Il s'agit d'une simple trêve et non pas un arrêt définitif des manifestation » a précisé l'ex-maire de la capitale.

Selon diverses sources, les négociations pour la sortie de crise étaient désormais sur la bonne voie, mais complexes. On pourrait s'orienter vers la mise sur pied d'une « convention » comparable à celle du 31 octobre de 1991. Des points de divergence subsisteraient, notamment pour l'attribution des ministères de souveraineté (Défense, Affaires étrangères, Budget et Finances, Justice) et sur la participation éventuelle de la plate-forme de l'opposition au gouvernement de transition, ainsi que sur le retour des exilés au pays.



En définitive, pour les observateurs, les protagonistes ont permis d'éviter de justesse une tragédie à la Grande Ile. La grande majorité des malgaches, lassée par des semaines de crise, a favorablement accueilli cette nouvelle. Sans surprise, les extrémistes des deux bords y ont vu cependant une reculade de leur champion.

Quelques heures seulement après le face-à-face, les 51 réservistes arrêtés dans les ministères occupés ont été relaxés.

Qui sont derrière Ravalomanana et Rajoelina ? Le site Mydago s'interroge : « tous ces négociateurs qui sont venus de France, du Sénégal, de l'Onu, de l'UA, de la Sadc, et nous en oublions peut-être, quand sont-ils repartis ? Ou sont-ils encore là mais extrêmement discrets ? Et Ravalomanana et Rajoelina sont-ils les négociateurs ultimes ou sont-ils des marionnettes téléguidées par d'autres individus ou puissances ? Qui sont derrière Ravalomanana et Rajoelina ? »

Agitation en ordre dispersé dans les provinces : à Toamasina, la tension restait vive, un quartier a été bouclé par les forces de l'ordre. Des manifestants ont tenu des propos hostiles à l'endroit du régime dans de nombreuses localités mais des divergences de vues sont apparues entre les opposants.

Rumeurs persistantes sur des livraisons d'armes : selon *La Vérité*, un second lot de matériels d'armement, de fabrication chinoise, aurait été importé d'Afrique du Sud par l'appareil ATR42 de la société Tiko.

La Brigade de la Sadc préparée pour intervenir à Madagascar : l'annonce en a été faite à Luanda par le chef de mission, sans qu'aucun responsable malgache ne l'ait apparemment sollicité. Il a rappelé que cette brigade est disponible pour aider à restaurer la paix et la stabilité. Pour *Midi*, l'envoi de ces troupes dans la Grande Ile risquerait d'être perçu par l'opinion comme une « agression extérieure ». Qui plus est, avec les rumeurs de mercenaires venus de l'autre côté du Canal du Mozambique qui ont circulé avec insistance. D'ailleurs, quand bien même l'anglais est devenu la troisième langue officielle, ces troupes risqueraient de se heurter à la barrière linguistique. Pour plusieurs observateurs, des troupes africaines tentant de débarquer à Madagascar, même avec les meilleures intentions, provoqueraient une levée de boucliers qui signerait la fin du régime.

23 février : début de négociations très difficile, en dépit de l'optimisme affiché par le Ffkm et le représentant des Nations unies.

Calme à Antananarivo, agitation en provinces : l'activité a repris à Antananarivo, les ministères ont rouverts, la situation était calme. Dans les provinces, en revanche, l'agitation s'est poursuivie en dépit de la trêve conclue entre les protagonistes : des manifestations se sont encore déroulées à Mananjary, à Manakara et à Fianarantsoa. Des informations en provenance des régions laissaient penser que les accords attendus à Antananarivo ne seraient pas nécessairement suivis. Pour *La Vérité*, certains « dinosaures » de la classe politique commençaient à montrer leur frustration de ne pas être associé aux débats sur la transition.

Aucune avancée n'a été constatée au cours de la 1^{ère} séance de négociation : la seconde rencontre entre les deux protagonistes et leurs équipes a eu lieu dans un quartier périphérique et a duré moins d'une heure, le président ayant prétexté un autre rendez-vous pour abréger les entretiens, ce qui laisse supposer qu'on n'est pas entré dans le vif du sujet. Une nouvelle séance a été programmée pour le lendemain.

Au cours de cette séance, Andry Rajoelina a formulé ses exigences : pouvoir s'exprimer sur Tvm, libérer Ranjivason Jean Théodore, obtenir la démission des ministres du gouvernement Ravalomanana et le renvoi du Pds Guy Rivo Randrianarisoa. Andry Rajoelina est sorti très mécontent de la rencontre. Il a reproché au président de n'avoir parlé que du Map et du Sommet de l'UA, sans faire de proposition de sortie de crise. Il a donc demandé la fixation d'un ordre du jour précis pour la réunion suivante. « *Les manifestations vont continuer en cas de*

non considération des desiderata du peuple, » a-il déclaré. Le résultat immédiat de cette attitude présidentielle, aussitôt connue, a été une re-mobilisation de l'opposition. Toutes les tendances, jusque là disparates et tirant à hue et à dia, ont décidé de mettre en commun leurs forces.

La focalisation du président sur le Sommet de l'UA n'est pas une surprise : il joue sur ce rendez-vous son ambition et sa réputation internationale. Les préoccupations financières ne sont pas non plus absentes. Mais, pour le commun des malgaches, ce Sommet est loin d'être la priorité... C'est l'une des origines de la déconnexion du président vis à vis de son peuple. Les deux camps doivent composer avec les ailes dures de leurs soutiens, ce qui ne leur laisse pas de grandes marges de manœuvre.

Selon certains observateurs, les négociations porteraient sur un gouvernement remanié ouvert à tous les partis et à la société civile, mais avec Ravalomanana comme président.

Contrastant avec l'opinion des observateurs, le Ffkm faisait preuve d'un grand optimisme quant à l'issue de ces négociations qui étaient perçues par certains comme la dernière chance offerte au Ffkm pour se racheter de son flirt plus que poussé avec Marc Ravalomanana.

Ranjivason Jean Théodore, « kidnappé » à son domicile, a porté plainte pour ne pas avoir été arrêté dans le respect des procédures et pour avoir subi des brutalités lors de son arrestation. 5 charges ont été retenues contre lui : organisation de réunions publiques non autorisées (Place du 13-Mai) ; atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ; incendie de Rnm, de Tvm et de Mbs ; actes prémédités concernant l'incendie de ces stations médias et trouble de l'ordre public. Les commentaires allaient bon train sur les enquêtes diligentées à propos de cet incendie alors que l'on attendait surtout celles relatives au carnage du 7 février. Pour *Les Nouvelles*, Jean Théodore Ranjivason est connu pour ses expériences en matière de gestion de foule. Aussi, il est probable qu'il aurait pu avoir été chargé de certaines responsabilités dans la conduite des manifestations de rue du 26 janvier. Selon certains, cette arrestation représentait une sorte d'ultimatum indirectement lancé à Andry Rajoelina pour lui faire comprendre que son arrestation n'était plus qu'une question de temps.

Le président a publiquement annoncé que des mandats d'arrêt ont été lancés contre deux partisans d'Andry Rajoelina. Pourquoi avoir arrêté Ranjivason Jean Théodore qui n'a même pas été cité par le président ?

Une pierre d'achoppement dans les négociations : l'enquête sur la fusillade du 7 février.

Pour *Tribune*, « un consensus sera particulièrement difficile à trouver sur la répression de la marche sur le Palais d'Ambohitsirohitra. L'équipe d'Andry Rajoelina tente de la présenter comme gratuite et injustifiée, et exige des comptes en se basant sur une déclaration du Secrétaire général des Nations Unies qui demande le jugement de « toutes les personnes responsables ». Ce que Andry Rajoelina fait semblant de ne pas voir, c'est que son équipe (à commencer par Monja Roindefo) figure parmi les responsables, malgré les arguments populistes et fallacieux utilisés pour se dédouaner ».

Par contre, on estimait que l'accord devrait pouvoir se faire sur la question des exilés politiques. Beaucoup d'entre eux attendent d'Andry Rajoelina qu'il facilite leur retour, à commencer par Pierrot Rajaonarivelo. Mais un tel retour irait à l'encontre de l'intérêt des deux protagonistes, car M. Rajaonarivelo serait à coup sûr un adversaire de taille pour les prochaines élections.

Imbroglie pour la paye des employés de la commune d'Antananarivo : le Pds Guy Rivo Andrianarisoa et Michèle Ratsivalaka, maire par intérim, ont établi chacun un ordre de paiement des salaires du personnel communal pour ce mois de février. Les bons de caisse

signés par le maire désigné par le « *gouvernement de transition* » ont cependant été refusés par la Trésorerie principale contrairement à ceux signés par Guy Rivo Andrianarisoa.

L'ambassade des Etats-Unis a félicité Madagascar : « *Nous louons les deux côtés pour leur volonté à se rencontrer dans un véritable esprit de compromis, ainsi que le Ffkm pour avoir joué leur rôle vital de "Ray aman-dreny" en recherchant une voie pour sortir de la présente crise* ». L'ambassadeur a précisé : « *Nous avons toujours dit depuis le début qu'il était important pour les deux côtés de trouver une sortie de crise qui respecte la Constitution malgache. Parce que justement, Madagascar est l'un des pays au monde qui dépend le plus de l'assistance de la communauté internationale* ». Une situation extraconstitutionnelle (gouvernement de transition) impliquerait la suspension des aides en attendant une situation légale.

Nomination du nouvel ambassadeur de France : Jean-Marc Châtaignier, ancien directeur de cabinet du secrétaire d'Etat à la coopération Alain Joyandet, aurait été nommé pour tenir le poste laissé vacant par le départ précipité de Le Lidec en juillet 2008.

24 février : black-out sur des négociations au ralenti

Une nouvelle et brève rencontre entre les protagonistes a eu lieu ce jour à Ambohimambola. Les deux parties ont convenu de ne faire aucune déclaration, seuls les quatre chefs d'églises du Ffkm sont habilités à s'exprimer. D'après le Ffkm, les sujets de fonds auraient été abordés, un « *mieux* » aurait été noté. La rencontre avait été précédée de tractations entre les mandataires des deux parties.

Les observateurs s'interrogeaient : on ne sait pas combien de séances journalières de négociations, par tranches de 60 minutes, seront nécessaires pour aboutir à une solution politique que personne n'entrevoit encore. S'agirait-il d'une guerre d'usure ? Le président temporise-t-il dans l'attente d'une intervention militaire extérieure ? « *L'issue des négociations sera connue dans 48 heures* » a déclaré Andry Rajoelina lors d'une visite à l'hôpital où sont soignés les blessés de la fusillade.

Pendant ce temps, en coulisses, beaucoup essayaient de se placer, pour ne pas être mis à l'écart du processus. L'opposition traditionnelle n'a pas dit son dernier mot, alors qu'Andry Rajoelina a tenté de l'écarter pour préserver son image d'homme neuf. Mais en province où il n'est jamais allé, personne ne le connaît, et les rassemblements appelés par les deux camps continuent, malgré la trêve dans la capitale et les engagements pris de cesser toute manifestation publique.

Andry Rajoelina a annoncé qu'il prévoyait d'organiser de nouvelles manifestations d'ici la fin de la semaine : « *une suspension, ne veut pas dire une interdiction* » a-t-il déclaré.

Radio Viva a annoncé que des conteneurs d'armes, dont des tanks, étaient arrivés à Madagascar : ils ont été vus empruntant la route entre Toamasina et Antananarivo.

Impact économique de la crise : 3.500 emplois auraient été perdus dans la région d'Analamanga depuis le début de la crise. Plus de 60 entreprises auraient recours au chômage technique dont une dizaine d'entreprises franches.

25 février : Marc Ravalomanana fait faux bond pour le quatrième rendez-vous, Andry Rajoelina annonce la rupture des négociations, Mgr Odon Razanakolona jette l'éponge, de nouvelles manifestations sont annoncées dans la capitale.

Le fil des évènements : le président était attendu à nouvelle rencontre à Ambohimambola mais il a manqué le rendez-vous pour entreprendre des déplacements non programmés à

Toamasina et à Mahajanga, au cours desquels il a tenu à se montrer avec les forces armées. Une séance de travail a tout de même pu avoir lieu entre les deux délégations, le président étant représenté par Jacques Sylla, président de l'Assemblée nationale, et Noël Rakotondramboa, vice-président du Sénat. L'absence d'Ivohasina Razafimahefa, secrétaire général du Tim, a été remarquée. On apprenait plus tard dans la soirée que Marc Ravalomanana avait envoyé une lettre d'excuses et annoncé qu'il serait présent le lendemain. En réplique à ce qu'il a considéré comme une dérobade et la volonté délibérée de Marc Ravalomanana de compromettre les discussions entamées, Andry Rajoelina a déclaré : « *A partir de maintenant, moi qui dirige cette lutte, je ne participerai plus à ces négociations. Personnellement, je n'y trouve plus d'intérêt. [...] Je me suis rendu [ce jour] à ce face-à-face dans l'objectif de trouver une solution face à la crise que subit Madagascar actuellement. Le fait que le président de la République ne soit pas venu à cette rencontre, cela signifie que la vie de la Nation n'est pas prioritaire [pour lui]* ». Avant la rupture, l'équipe du maire avait proposé que la discussion se déroule sur 48 heures d'affiler pour avoir une chance d'aboutir rapidement. Il aurait également reproché aux médiateurs d'avoir un préjugé favorable pour le président et de ne pas disposer de la neutralité et de la force morale nécessaires pour imposer aux protagonistes des concessions réciproques.

Constatant que les trois rencontres n'avaient apporté aucune avancée, Mgr Odon Razanakolona, président en exercice du Ffkm, s'est retiré de la médiation. Il a demandé au représentant du système des Nations unies, Xavier Leus, de poursuivre ses efforts comme médiateur et il a demandé aux forces de l'ordre de protéger la population et leurs biens.

Lors de ses déplacements en province au cours de cette journée, le président a affirmé être toujours à l'écoute de tous les partis politiques qui veulent œuvrer pour le développement du pays, en réponse à l'opposition qui refusait d'être représentée par Andry Rajoelina et sa seule délégation.

Annnonce de nouvelles manifestations du camp Tgv : Andry Rajoelina a appelé ses partisans à se rassembler à nouveau Place du 13-Mai le samedi 28. Il a lancé un appel particulier à la mobilisation du secteur privé et des salariés des zones franches et revendiqué une intervention de 3 minutes sur Tvm. Il a lancé par ailleurs un appel à ses supporters à se rendre le lendemain au siège de la mairie pour « *destituer* » le Pds Guy Rivo Randrianarisoa. Selon Michèle Ratsivalaka, « *maire par intérim* », les ex-députés au maire auraient refusé leur remplacement par ceux désignés par le Pds.

Augmentation surprise des avantages des députés : les bénéficiaires ont été heureusement surpris de l'annonce de la révision à la hausse de leurs indemnités de carburant et de crédit téléphonique. En outre, les membres du bureau permanent de la chambre basse seraient dotés de nouveaux 4x4 haut de gamme. Plusieurs députés ont confirmé que chacun d'entre eux obtiendrait 3 millions Ar pour le carburant contre 2,2 millions précédemment. Leur crédit téléphonique passerait de 240 000 à 640 000 Ar.

Agitation en province : un sit-in était prévu sur la piste de l'aéroport de Toliara pour empêcher l'atterrissage de l'avion de Marc Ravalomanana, mais les forces de l'ordre sont intervenues pour interdire l'accès aux manifestants. Ceux-ci, en rentrant, ont saccagé des boutiques, dont celle d'un Karana et ont tenté d'investir un dépôt de riz du PAM. Des barrages ont été dressés en ville. Les militaires ont fait usage de leurs armes, sans faire de victime. 20 personnes ont été arrêtées, dont l'ex-sénateur Robert Razaka qui avait participé à l'opération d'obstruction.

A Fianarantsoa, un appel à la grève générale a été lancé, avec l'appui de l'association des originaires du Sud-est et du comité pour le dialogue.

Arrivage de lots de matériels anti-émeutes : de sources concordantes, on appris que plusieurs caisses contenant différents types de grenades lacrymogènes et de lance-grenades sont arrivées dans la capitale, en provenance d’Afrique du Sud. Ce nouvel arrivage a ravivé l’angoisse de la population, après la rupture des négociations entre les deux protagonistes. Lors de sa visite à Toamasina, le président de la République a déclaré que l’effectif des forces de l’ordre sera révisé à la hausse. Il a également promis que ces dernières seront équipées « conformément à leur mission ».

L’ambassadeur des Etats-Unis a exprimé à nouveau un point de vue critique : « Une meilleure communication aurait évité la crise. [...] Cette crise a aussi démontré qu’il n’y pas de discussions au niveau des parlementaires sur les choses qui préoccupent la population et qu’ils sont éloignés des préoccupations de ces populations qu’ils sont censés représenter», a déclaré Niels Marquardt. « Ces lacunes au niveau du Parlement sont d’autant plus visibles au vu des réactions suscitées par exemple pour l’affaire Daewoo, l’achat du Force one II et la tenue du sommet de l’Union africaine à Madagascar». Cependant, il est possible de tirer parti de cette crise si tous les acteurs pouvaient réfléchir ensemble sur les lacunes à combler. «Pour surmonter les défis posés par la crise financière mondiale et les effets négatifs de la crise politique à Madagascar, je recommande des mesures pour améliorer le climat de l’investissement afin de garder les investisseurs déjà sur place et en attirer d’autres. Depuis plusieurs années, des entreprises américaines se sont plaintes de l’absence de règles équitables pour tout le monde, du comportement contre la concurrence, du manque de transparence dans l’attribution des marchés et des décisions réglementaires», a-t-il ajouté. Par ailleurs, il a invité le gouvernement à concentrer ses efforts sur la création d’emplois et en soutenant les sociétés à haute intensité de main d’œuvre comme les zones franches. Garantir un filet de sécurité sociale pour les groupes les plus vulnérables contribuerait aussi à lutter contre la traite des personnes et le travail des enfants. Mais surtout, il faut «garantir plus d’ouverture sur l’environnement politique et économique afin d’éviter d’autres crises politiques à l’avenir».

Le Conseil général de la Réunion a fait part de son inquiétude sur la « crise institutionnelle » : sa présidente, Nassimah Dindar, a appelé tous les Malgaches, en particulier ceux vivant à La Réunion, « à œuvrer pour qu’une solution pacifique et respectueuse de la Constitution, soit trouvée », sollicitant les décideurs des deux camps à « œuvrer pour l’intérêt général. « Les Réunionnais ne peuvent rester indifférents à l’avenir de Madagascar en raison des liens historiques, culturels, familiaux et économiques qui les unissent », a poursuivi Mme Dindar, ajoutant : « Madagascar est le territoire le plus prometteur de toute la région car le peuple malgache contribue, par son activité, son engagement, son courage, au rayonnement de toute notre zone océan Indien et ils méritent que la raison l’emporte sur toute autre considération ».

26 février : l’émissaire des Nations unies revient en urgence après l’échec des négociations sous l’égide du FFKM. Intervention vigoureuse des forces de l’ordre pour disperser une nouvelle manifestation des partisans d’Andry Rajoelina.

L’Onu a demandé en urgence à Haïlé Menkeiros, diplomate érythréen, de revenir à Madagascar après que deux ministres du gouvernement malgache, en transit à l’aéroport de Johannesburg pour se rendre à une réunion de la Sadc en Tanzanie, aient fait appel à Ban Ki-moon pour qu’il aide à résoudre la crise et devienne le médiateur principal. L’envoyé spécial devrait rester sur place au moins une semaine. Il a précisé que l’Etat malgache souhaitait que les Nations unies persuadent les médiateurs de l’Eglise de revenir à la table des discussions. M. Ravalomanana et sa délégation ont rencontré l’émissaire de l’Onu sur le lieu des négociations des jours précédents, à Ambohimambola. Ce fut l’occasion pour Marc Ravalomanana de justifier devant le médiateur et les représentants des Eglises la raison de

son absence de la veille. Il a souligné que Me Jacques Sylla l'avait informé, alors qu'il était encore à Toamasina, du fait que la délégation d'Andry Rajoelina était composée de plusieurs personnes, une situation non prévue qui risquait de compromettre les conditions de sécurité. Andry Rajoelina n'était pas présent, le diplomate l'a rencontré à son domicile. L'ex-maire s'est déclaré satisfait de cet entretien, affirmant que son interlocuteur avait proposé comme solution deux points essentiels : « *d'une part une structure autorisant la marche vers la transition pour l'avènement de la IVe République ou une Administration de transition et d'autre part, l'organisation d'une élection anticipée* ». Dans le camp Ravalomanana, on précisait qu'il ne pouvait y avoir des négociations en dehors du cadre constitutionnel. Il appartiendra au médiateur de déterminer les moyens de concilier la légalité défendue par le camp de Marc Ravalomanana et la légitimité soutenue par celui de Andry Rajoelina.

Haile Menkeiros a annoncé l'arrivée imminente d'un expert en médiation, l'ancien ministre malien des Affaires étrangères, Tiebilé Dramé.

Monseigneur Odon Razanakolona a été confirmé dans ses fonctions de président du Ffkm, en dépit des divergences de vues apparues entre les Eglises et de l'échec de sa médiation. Le Ffkm va poursuivre sa médiation sans Mgr Odon Razanakolona. Le Conseil a souhaité qu'Andry Rajoelina revienne à la table des négociations. Pour le constitutionnaliste Jean-Eric Rakotoarisoa, l'archevêque d'Antananarivo était « *la seule personnalité capable de se faire respecter* » des deux camps. Les évêques catholiques ont renouvelé leur soutien à l'archevêque d'Antananarivo. Le Ffkm a désigné un nouveau porte-parole en la personne de Ranarivelo Samoela Jaona de l'Eglise Anglicane.

Le chef de l'Eglise catholique se serait montré préoccupé par les importations d'armes de ces derniers jours.

Manifestation devant le siège de la commune d'Antananarivo, à Mahamasina : un sit-in a été organisé en soutien à Michèle Ratsivalaka, qui était venue demander la destitution du Pds. Face à 3.000 manifestants, plusieurs dizaines de policiers et gendarmes ont fait usage, sans ménagement, de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes, ainsi que de tirs de balles en caoutchouc. Les troubles se sont poursuivis tard dans la soirée dans plusieurs quartiers. On compterait au moins 10 blessés, dont 2 par balle. Plusieurs arrestations également ont été opérées. Les gaz émanant des grenades lacrymogènes lancées par les forces de l'ordre se sont répandus jusqu'à l'hôpital et au centre d'appareillage de Befelatanana, provoquant une protestation des responsables d'établissements.

Selon l'AFP, ce déploiement de force impressionnant et cette intervention musclée pourraient marquer un changement d'attitude des autorités, qui jusqu'à présent avaient laissé se dérouler la quasi-totalité des rassemblements du maire devant le stade ou sur la Place du 13-Mai. Le président s'est targué dans ses récents déplacements de disposer « *d'armes sophistiquées* », qui seront également mises à disposition des provinces. Des groupes de pillards ont refait leur apparition. La population de la capitale vivait à nouveau dans la crainte de la répression et d'affrontements sanglants.

Andry Rajoelina, a appelé ses partisans à se rassembler à nouveau à Mahamasina le lendemain.

Un bureau national pour coordonner le mouvement : déterminé à reprendre les manifestations sur la Place du 13-Mai et dans toutes les autres localités qui soutiennent le mouvement, Andry Rajoelina a décidé de mettre en place un bureau national de coordination. Une réunion des responsables politiques et associatifs favorables à la lutte a été organisée. Ce bureau est présidé par Andry Rajoelina. Il comprend notamment des

représentants des partis Avi, Matsilo, Leader Fanilo, Rpsd et Rpsd Vaovao, Psdum, Tambatra, Akfm, Monima. Le faux bond de Ravalomanana lors de la quatrième séance de négociations a été le signal du regroupement de toute l'opposition.

Vendredi 27 : Mgr Razanakolona reprend du service mais pose ses conditions, les manifestations s'étendent en province, graves incidents à Fianarantsoa.

Un mort et une vingtaine de blessés à Fianarantsoa : après Antananarivo, Toliara et Toamasina, Fianarantsoa a enregistré une première victime au cours d'une violente manifestation. Des éléments de l'Emmo/Rég ont répliqué à des jets de pierres par des tirs à balla réelle et des lances de grenades. 16 personnes ont été blessées par balles. Des étudiants ont été arrêtés puis relâchés dans la journée sous la pression des manifestants. Le calme a été rétabli dans la ville en soirée. La dépouille mortelle de la victime a fait le tour de la ville et une veillée mortuaire a été organisée sur la Place de la Démocratie. Une majorité de jeunes se trouvaient parmi les 13 blessés admis à l'hôpital, 4 seraient dans un état critique. L'archevêque de Fianarantsoa, Fulgence Rabemahafaly, a condamné les comportements des forces de l'ordre qui ont tiré dans la foule. L'association « *Société Civile de Fianarantsoa* » a exigé la cessation de tous actes de nature violente et a demandé à toutes les composantes de la société d'exprimer leurs propositions pour trouver une issue pacifique à la crise.

Redémarrage difficile du dialogue : des espoirs renaissent pour le redémarrage des pourparlers mais les conditions restaient encore précaires pour obtenir des deux protagonistes qu'ils reviennent à la table des négociations. Haïlé Menkeiros a effectué un intense travail diplomatique préparatoire depuis son retour à Madagascar et il faisait preuve d'optimisme. Le fonctionnaire onusien a réussi à boucler le dossier concernant le retour de Mgr Odon Razanakolona, président du Ffkm, dans l'équipe des médiateurs. Ce dernier a donné son accord mais sous conditions. Il a notamment exigé l'arrêt de l'usage d'arme à feu, de l'incarcération, du « *terrorisme* » et de la provocation. Il a également réclamé plus de marge de manœuvre dans la gestion du dialogue. L'émissaire de l'Onu a souhaité pouvoir élargir le dialogue à d'autres forces politiques. Le général Désiré Ramakavelo, membres de la délégation d' Andry Rajoelina, a dénoncé quant à lui la « *partialité* » de certains chefs d'Eglise représentant le Ffkm.

Les forces de l'ordre ont procédé à une perquisition au domicile d'Alain Ramarison, supporter du mouvement de contestation, qui avait prévenu il y a quelques jours qu'il ne resterait pas les bras croisés si on essayait de le poursuivre ou de l'arrêter. L'absence de son domicile lui a peut être évité une arrestation.

Le Kmf/Cnoe a proposé des élections anticipées : il a appelé l'ensemble de la société civile à prendre ses responsabilités, le pays ayant besoin de celle-ci pour « *servir d'interface entre le peuple et les dirigeants, de force de proposition et d'interpellation et balise* ». La société civile se doit d'éviter tout ralliement politique, a ajouté le bureau national, qui « *rappelle que les élections sont le fondement de la démocratie et que si aucune solution ne peut être dégagée, il faut rendre la décision au peuple malgache à qui appartient la souveraineté* ».

Samedi 28 février : Andry Rajoelina radicalise son mouvement en dépit de l'annonce de la reprise des négociations ; il annonce une grève illimitée à partir du lundi 2 mars

Malgré l'annonce de la reprise des négociations, et après avoir hésité, Andry Rajoelina a tenu un meeting Place du 13-Mai, qui avait été déclarée « *zone rouge* ». Il a rassemblé 2 à 3.000 personnes, parmi lesquelles ont été aperçus Daniel Ramaromisa, Alain Ramarison et

Roland Ratsiraka. Monja Roindefo a affirmé que les opposants de province sont désormais présents et solidaires du mouvement. Le leader Tgv a appelé à la grève générale à partir du lundi 2 mars, et ce « jusqu'à la chute du régime » et la mise en place de la « transition ». Roland Ratsiraka a appuyé vigoureusement cette décision, déclarant à l'AFP : « Il faut faire des sacrifices, il faut que nous soyons entendus à travers le monde et que tout le monde comprenne que Ravalomanana est un criminel ».

Des bandes de casseurs ont à nouveau sévi dans plusieurs quartiers de la capitale, ils ont été pourchassés par les forces de l'ordre

Dans une importante interview à Reuters, Andry Rajoelina exclut de poursuivre les discussions entamées pour mettre fin à la crise politique et assure que le président Marc Ravalomanana ne résistera pas plus de quelques mois à la colère de ses concitoyens.

« Je ne serai pas à la table des négociations », a-t-il annoncé. Hailé Menkeiros avait pourtant annoncé la veille que le président et son opposant avaient accepté de poursuivre leurs négociations.

L'ambassade de Chine a réfuté les rumeurs d'exportation d'armes vers Madagascar : elle s'en défend, affirmant que le public a été induit en erreur en confondant armes et équipements antiémeutes récemment livrés et qui avaient été commandés depuis plusieurs mois, sans relation avec la crise politique actuelle. La Chine affirme adopter une position « responsable » en matière de commerce des armes.

Analyse d'Alain Rajaonarivony : Andry Rajoelina dirige-t-il encore son mouvement ?

« En observant les revirements incessants de son action, beaucoup d'observateurs s'interrogent : Andry Rajoelina cherche-t-il vraiment à dialoguer ? N'a-t-il pas déjà perdu la maîtrise de son mouvement, poussé par des soutiens qui s'impatientent et n'hésitent plus à sortir du bois pour manifester leur mécontentement ? Ceux-ci, d'ailleurs, avaient continué à vouloir manifester en province, alors qu'une trêve avait été décrétée dans la capitale. La stratégie des opposants semble plus claire, à savoir conquérir le pouvoir et demander à la population de « faire des sacrifices » jusqu'à ce que ce but ultime soit atteint. La population va-t-elle répondre à cet appel ? La radicalisation pourrait être contre-productive dans la mesure où la majorité silencieuse aspire plus que jamais à un retour à la normale et à la liberté de travailler. La situation s'enlise, la lassitude gagne tout le monde, chefs d'entreprise comme simples citoyens. Avec 100% d'annulations des séjours dans le secteur touristique, la catastrophe économique guette le pays.

A chaque fois qu'Andry Rajoelina, peu enclin à faire des concessions, avance sur la voie de la détente, le président casse la dynamique. Le maire répond alors en allant encore plus loin. Pourquoi cette attitude du président ? Parce qu'il veut en faire baver un maximum à son rival, même si les dégâts collatéraux touchent le pays entier. Quand le maire, très fougueux, arrive à être un peu canalisé par les éléments modérés, Ravalomanana se débrouille pour que cela aboutisse à une impasse, générant une frustration qui produit une autre surenchère.

Le protocole que Marc Ravalomanana accepterait de signer existe. Il inclut des clauses assurant la continuité des engagements internationaux (en clair, la tenue du sommet de l'UA), et aussi la continuité, la neutralité et l'indivisibilité conservatoires de la République. Autrement dit, il doit rester le président. De là peuvent ensuite découler les concessions sur le gouvernement de réconciliation, et d'autres mesures réclamées par les contestataires. Oui, mais voilà ! Depuis le 25 février, les responsables du mouvement demandent de nouveau le départ du président. Et pour eux, il n'est plus question d'un Sommet, considéré comme un véritable piège avec l'arrivée de tous ces chefs d'Etat à l'esprit clanique, prompts à protéger l'un des leurs ».

RELATIONS INTERNATIONALES, COOPERATION, BAILLEURS DE FONDS

La délégation malgache au Sommet de l'UA se préoccupe de l'organisation du prochain Sommet à Madagascar, en juillet 2009. Forte de 48 personnes, elle était composée notamment de ministres, d'hommes d'affaires, de responsables de la sécurité, de la santé, des télécommunications. La LOI révèle que l'organisation de la protection des VIP est encore en débat : une firme sud-africaine est sur les rangs, elle a créé une filiale malgache sous le nom de *Same Deurity*. Le Maroc est disposé aussi à postuler, bien que non membre de l'UA. La protection électronique des villas présidentielles a été confiée à une société chinoise. Certains observateurs mettent en parallèle ces contacts entre une firme sud-africaine et l'affaire de mercenaires qui auraient été utilisés par le pouvoir pour démanteler l'émetteur de Viva appartenant à Andry Rajoelina.

Poursuite des engagements de l'UE : aucune suspension de financement dans le cadre du FED n'est encore à craindre pour le pays, selon l'ambassadeur Jean-Claude Boidin. « *Les relations de l'Union européenne avec les pays ACP sont régies par l'accord de Cotonou et se basent sur le respect de la légalité constitutionnelle. La situation actuelle n'affecte donc pas nos engagements tant qu'il n'y a pas de violation de cette légalité* ». Pour l'heure, seul le financement dans le cadre de l'appui budgétaire a été suspendu suite au retard de l'examen du dossier Madagascar par le FMI. Les projets prévus dans le cadre des 9e et 10e FED continuent donc normalement.

Achat de « Force One » : le FMI attend d'autres précisions. Les premières explications du gouvernement malgache sur la procédure d'achat de l'avion présidentiel ne satisfont pas encore le Fonds. Les informations étaient trop générales et manquaient d'éléments techniques, selon le représentant local. En attendant, l'examen du dossier Madagascar par son conseil d'administration ainsi que le déblocage de la 5^{ème} tranche de la FRPC reste en stand by. Le manque de célérité du gouvernement dans la résolution des problèmes avec le FMI étonne les milieux économiques. Un tel blocage signifie que c'est toute la gestion des finances publiques du pays qui est remise en cause. L'annonce faite par le ministre des Finances qu'une partie de l'acquisition a été financée par le fonds propre du président a provoqué le désordre. Une telle pratique est interdite en matière de finances publiques. L'examen du dossier Madagascar par le conseil d'administration du Fonds est donc encore différé. « *Nous travaillons actuellement beaucoup pour clarifier les points en instance* » indique une source.

Madagascar était considéré jusqu'ici comme le bon élève du FMI. Le pays avait réalisé des performances macro-économiques assez encourageantes. Le dernier memorandum de politique économique et financière, faisait en effet état d'une « *accélération de la croissance de 6,2% en 2007 et de 7% en 2008* ». Une croissance avant tout due à l'intensification des investissements étrangers, notamment miniers, mais aussi tirée de l'amélioration des performances au niveau des administrations fiscales et douanières.

Analyse de *La Vérité* : même si une telle attitude des bailleurs de fonds s'inscrit dans ce qu'il est convenu d'appeler un calendrier normal, cette insistance, en pleine crise, n'est pas tout à fait innocente et elle tranche avec le langage antérieur qui consistaient généralement à adresser des félicitations et des encouragements au régime. Les bailleurs de fonds « *traditionnels* » ont du souci à se faire avec les accords, d'abord en catimini ensuite rendus publics, avec d'autres pays -ceux émergents en général- conclus à tour de bras par le régime.

Ces accords constituent des financements parallèles, avec ce que cela suppose d'entorse à l'orthodoxie financière. Les pays émergents sont aux abois depuis les premières manifestations de la crise mondiale. Pour s'en sortir, et parce qu'il est impossible de parvenir à des lignes de conduite concertées, ils s'approchent de ces pays pauvres aux potentialités encore intactes mais qui ont surtout des dirigeants dénués de tout scrupule et d'éthique. Ces derniers ménagent encore les bailleurs de fonds traditionnels pour pouvoir bénéficier pendant un moment encore de leurs subsides mais ils prennent leurs précautions en se tournant vers un ailleurs qui n'est pas trop regardant sur leurs visées contestables. Il semble que cette crise dans la crise actuelle pèse de tout son poids dans le règlement du conflit actuel.

ECONOMIE

Retour sur le dossier Daewoo Logistics : Tribune apporte des informations sur les activités de la société à Madagascar. Depuis début 2008, Daewoo Logistics s'occupe d'une partie de la logistique et du transport nécessaire au projet Ambatovy Nickel, qui est lui-même une co-entreprise entre le canadien Sheritt, Korea Resources Corporation (Kores) et le japonais Sumitomo. Il n'y a pas de société dénommée « *Daewoo Madagascar* ». Daewoo Logistics a un bureau local qui s'occupe exclusivement de transport. Par contre, c'est une filiale de Daewoo Logistics, « *Madagascar Future Entreprise* », dont le siège est à Antananarivo, qui s'occupe d'agri business.

La pétition sur la Défense des Terres Malgaches [<http://terresmalgaches.info>] : la mise au point du Ministère de la Réforme Foncière en date du 21 janvier n'ayant pas répondu aux attentes, une liste de 3050 signataires a été transmise par le Collectif le 3 février aux ministres, au président de la République, à l'Assemblée Nationale et au Sénat, ainsi qu'à la presse malgache. Un premier envoi avait été fait le 18 janvier avec les 1864 premières signatures. Le Collectif réitère ses exigences : faire preuve de transparence et préciser aux citoyens du monde intéressés par ce qui se passe à Madagascar quelle est la localisation des terrains et le nombre d'hectares demandées par Daewoo ; préciser si une étude d'impact environnemental a été réalisée ; indiquer si d'autres attributions de terres à des étrangers sont déjà signées ou en cours de négociations ; faire preuve de démocratie et demander l'avis et la contribution des citoyens malgaches aux décisions sur des projets tels que celui de Daewoo.

Daewoo pourrait renoncer à son projet ou le différer : l'information a été annoncée au cours d'une conférence de presse par la compagnie à son siège de Séoul. La chute du cours mondial du maïs a été avancée comme principale raison officielle de sa décision : « *La faiblesse du prix du maïs et les difficultés des conditions de financement ont rendu le projet moins attrayant. Pour l'instant, nous comptons surtout retarder son démarrage* », a annoncé le responsable du projet. Pour l'heure et officiellement, les études de prospection sont terminées et les Coréens ont remis leur business plan au gouvernement malgache. Ils attendent la réponse.

Tribune revient sur cette conférence de presse et met en avant le fait que le projet sera vraisemblablement retardé principalement en raison de la situation politique. Le responsable coréen du projet aurait donné les précisions suivantes : « *Nous sommes toujours désireux d'investir là-bas. [...] Nous avons fait tout ce qui était prévu dans les textes, mais le gouvernement de Madagascar n'a pas pu procéder aux actes nécessaires pour nous permettre de continuer. [...] Nous attendons une réponse pour passer à l'étape suivante.* » Il a réaffirmé que le projet est intéressant pour Madagascar car il pourrait créer 71.000 emplois et générer 6 milliards de dollars

d'investissement en infrastructures (routes, chemins de fer, port, aménagements et écoles). « Madagascar est un pays pauvre qui a besoin d'investissements étrangers pour son développement économique » dit-il. « Daewoo investit dans une région sous-développée à une époque où les grands investisseurs internationaux envisagent de réduire leurs investissements ou de se retirer du pays. [...] Nous espérons que Madagascar retrouvera la stabilité politique aussitôt que possible. Nous attendrons. »

En collaboration avec le Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, l'ONG internationale Peuples Solidaires a lancé un appel urgent destiné aux dirigeants de la maison mère de Daewoo. Cet appel entre dans le cadre de la campagne « Faim Zéro » initiée par Peuples Solidaires et ActionAid et qui sera marquée par l'organisation d'un Forum international sur l'accès à la terre, les 18 et 19 avril 2009 à Montreuil.

A noter que Daewoo fait partie des investisseurs internationaux ayant répondu à l'appel du gouvernement à investir dans le pays dans le cadre du développement rural.

Victor Wong a affirmé : « *Je suis en possession des documents sur la vente de terrain à la société Daewoo* ». Le président de l'OFFACPA a précisé que ces documents proviennent de proches collaborateurs du chef de Région Atsinanana. « *Ce sont les manifestants qui vont appréhender le chef de Région* » a-t-il menacé. Andriamorasata Julien a averti que ces propos étaient diffamatoires et qu'il allait porter l'affaire en justice.

Sécuriser 75% des terres paysannes avant la fin 2012 : tel est l'objectif que se fixe le gouvernement, d'ici la fin du mandat présidentiel. En 2006, seul 10 % du territoire était doté de titres et de certificats fonciers. En 2005, le gouvernement a lancé le Programme National Foncier (PNF) qui inclut notamment la facilitation des transactions foncières ainsi que la mise en place de 21 guichets fonciers. Environ 500.000 demandes d'acquisition de terrains domaniaux étaient en attente dans les services fonciers et encore plus nombreux sont les ménages qui souhaitent obtenir une reconnaissance écrite de leurs droits fonciers. 160 Guichet Fonciers étaient fonctionnels fin octobre 2008. Le MCA participe au financement des opérations de sécurisation foncière et a mis en place dans plusieurs régions un Agriculture Business Center (ABC) chargé d'apporter conseils et appuis techniques aux agriculteurs.

Déforestation : la FAO tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme. L'île perdrait 300 000 hectares de forêts naturelles par an, ce qui ramènerait à 16% la surface de l'île encore couverte de forêts naturelles avec un bilan futur effrayant (seuls 6 millions d'hectares resteront boisés en 2015). La cause : le *tavy* ou culture itinérante sur brûlis, sujet polémique au cœur de la société malgache, nourrissant les réflexions scientifiques et les discours politiques depuis des années.

Reprise des exportations de bois précieux : La Vérité dénonce un massacre écologique dans la Sava. 11 opérateurs forestiers ont obtenu tout récemment un agrément de la part de 3 ministres, les autorisant à exporter du bois précieux. Du coup, des centaines d'hectares de forêts primaires sont actuellement dévastées. De connivence avec les hommes d'affaires locaux, plusieurs ressortissants chinois opèrent dans cette partie de l'île pour collecter du bois de rose, très recherchés sur le marché international. Tout ceci au vu et au su des Ong et associations se disant protectrices de l'environnement. Ces opérations risquent d'échapper à la vigilance du Centre fiscal.

CARE fait part de son inquiétude concernant la disette qui sévit au sud de l'île : alors que la crise politique secoue Madagascar et occupe l'attention des médias, le sud de l'île subit une grave disette. Il n'a pas plu depuis plus de 8 mois, les semis sont reportés en permanence par les agriculteurs, les cultures en place souffrent et les chances de récoltes s'amenuisent. De

plus, les réserves sont épuisées. « *Les populations locales ne mangent plus à leur faim depuis déjà plusieurs mois. On rencontre déjà des enfants sous-nutris* », témoigne le directeur général de CARE France, qui s'est rendu sur place en janvier. La disette a fortement affaibli la population qui n'est pas en mesure de surmonter la crise actuelle sans aide extérieure. Le PAM a déjà fourni à CARE 300 tonnes de vivres mais il faut faire vite pour éviter que les populations soient trop affaiblies pour poursuivre le travail dans les champs. CARE lance un appel pour financer l'acheminement, le stockage et la distribution de la nourriture sur place. Mais comme le notent certains observateurs, la priorité du pouvoir semble pour l'instant la réception du sommet de l'UA en juillet prochain...

QMM fait des concessions aux habitants qui s'estimaient lésés : un accord amiable a été trouvé suite aux barrages installés par la population de plusieurs villages. Une gratification leur a été versée. Par contre, la réclamation d'une compensation financière pour 3 années de cultures par ces occupants a été rejetée dans le cadre de cet accord car elle est non fondée, d'après un communiqué de la compagnie minière.

Tribune met en avant les retombées économiques positives du projet au niveau des communes concernées : 14 millions de dollars auraient déjà été investis dans le social depuis début 2007 : fourniture d'énergie électrique, réhabilitation d'une station de pompage et de traitement d'eau, financement de projets HIMO pour l'assainissement et la construction de pistes, ainsi que pour la promotion des cultures maraîchères. QMM a financé la construction d'écoles primaires, de collèges d'enseignement général, de centres de santé de base ainsi que la réhabilitation d'un hôpital.

Sherritt maintient son calendrier : le grand projet minier d'extraction et de transformation de cobalt et de nickel d'Ambatovy n'est pas affecté par la crise politique. « *Le calendrier initial est maintenu et le projet entrera dans sa phase opérationnelle dès 2010* », a déclaré un responsable de Sherritt. Une nouvelle rassurante quand on sait que le projet Ambatovy est l'un des piliers sur lequel Madagascar compte réaliser son développement, affirme *Midi*.

Selon L'Express, les investisseurs sont dans le doute : la crise politique remet en question les perspectives d'investissement. La crise politique s'ajoute aux incertitudes de la crise financière. L'impact risque d'être fatal pour l'économie nationale. Le doute s'installe, notamment chez les grands investisseurs qui subissent déjà de plein fouet les impacts de la crise mondiale. C'est le cas du projet Ambatovy dont l'avenir est déjà compromis par la chute du cours mondial des matières premières. Il y a également des projets dans le domaine de l'agri business, comme dans la filière biocarburant. Si la situation empire, certains risquent de se retrouver au cœur des conflits politiques dans leur zone d'implantation respective. La situation est encore plus compliquée pour les projets en cours de négociation. Les événements risquent de retarder la conclusion de partenariat. Le climat des affaires est devenu malsain dans la Grande île qui a sans doute perdu plusieurs places face à des pays africains ou asiatiques. Tous les efforts fournis depuis plusieurs années afin d'améliorer l'image de Madagascar ont été anéantis en une journée. « *La reconquête de la confiance des investisseurs va être très difficile* », déclare un consultant proche de l'Economic Développement Board of Madagascar (EDBM).

La saison touristique est très compromise : l'Office National du Tourisme a annoncé un taux d'annulation des réservations proche de 100% pour le 1^{er} trimestre 2009 et des mises en stand by de confirmations de circuits allant jusqu'en octobre 2009. C'est la programmation même de la destination Madagascar dans les brochures des tour-opérateurs internationaux qui risquait d'être compromise, hypothéquant la saison 2010.

La vanille a perdu la saveur de l'argent : les troubles politiques qui secouent Madagascar n'ont pas pour l'instant de conséquences sur le commerce de la vanille. Les producteurs s'inquiètent beaucoup plus de la volatilité des cours mondiaux et de la difficulté de la filière à maintenir des revenus décents aux paysans. La crise financière a bouleversé la logique du marché. L'automne dernier, les exportateurs malgaches ont eu le plus grand mal à financer leurs achats auprès des collecteurs. Les banques locales ont refusé de leur faire crédit. Grâce à leurs fonds propres, au soutien du négoce et à la bonne volonté des intermédiaires, la récolte a finalement pu être commercialisée. Mais à des prix maintenus au niveau plancher, autour de 25 dollars le kilo, alors que le déséquilibre offre/demande aurait dû propulser vers le haut des prix en berne depuis 2 ans. La Grande île représente la moitié de l'offre mondiale. Le pouvoir actuel - contesté par la rue - n'est pas impliqué dans cette culture surtout destinée à l'exportation. Ces quinze dernières années, la vanille rapportait entre 80 et 100 millions de dollars par an à Madagascar. Cette année, ce revenu est tombé à 25 millions de dollars.

Traditionnellement, la campagne d'exportation de la vanille commence le mois de février, mais les opérateurs craignent le pire à cause de la crise.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Gazette de la Grande Ile, La Vérité (Madagascar), Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), L'Express Maurice, Mauritius Time, Actualité de Mayotte, ASSIDU Madagascar, Sobika, TopMada, Madagate, Mydago, Clicanoo (Réunion), Exprimanoo (Réunion), Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, Xinhua, IRIN, Zenit, Missionary International Service News Agency (MISNA), Jeune Afrique, Afrik.com, Les Afriques, La Croix, Le Monde, Libération, Le Figaro, Aujourd'hui/La Parisien, DNA, Sud-Ouest, Le Nouvel Observateur, Courrier international, Le Devoir (Québec), The Telegraph, RFI, BBC Afrique, TV5 Monde, Médiapart, Rue 89, Eco.rue89, Agoravox, Médiapart, Hns-info, , France-diplomatie, RSF, FIDH, Tribune des droits humains (Genève), blog Maudigascar de Solofo Rafenombolotiana, blog d' Alain Rajaonarivony

Taux de change : au 28/02/2009, 1 euro = 2453 Ariary (cours pondéré)

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le blog
<http://justmad.canalblog.com/>

Vous pouvez vous y abonner